



Las Noticias de la República Democrática del Congo (RDC)

[2022-10-16/2022-10-31]

Publicación quincenal

Edición en francés por Luc de l'Arbre

Dimanche 16 octobre.

Butembo : L'intersyndicale des galeries et corporations des commerçants suspend sa grève de 5 jours. «Nous venons de décider de l'ouverture des boutiques, galeries et magasins dans la ville de Butembo. Donc à partir de ce lundi, nous allons ouvrir nos portes, parce que l'autorité urbaine nous avait promis qu'il y aurait une délégation en provenance de Kinshasa pour cette fin. C'est cette délégation que nous attendons afin que notre problème soit décanté », a expliqué le coordonnateur de l'intersyndical des tenanciers des galeries et autres maisons de commerce. Les grévistes refusent toutefois de payer les taxes avant l'arrivée de cette délégation. Selon lui, l'insécurité qui prévaut dans la région empêche les commerçants de réaliser des bénéfices

Augustin Kabuya à Kisangani : « Les élections se tiendront bel et bien à la date prévue ». Le secrétaire général de l'Union pour la démocratie et le progrès social (UDPS), a exhorté la population de la province de la Tshopo à ne pas prêter oreille à ceux qui soutiennent que les élections de 2023 ne seront pas organisées dans le délai constitutionnel. Il a abordé aussi d'autres sujets d'actualité dans la ville, tels que le manque d'électricité ainsi que la sécurité. Néanmoins, a-t-il indiqué, la solution à ce problème, à celui de l'eau courante et à bien d'autres se trouve dans le programme de développement de 145 territoires, lancé par le président de la République.

Tension dans le Grand Bandundu : Adolphe Muzito prêche la cohabitation pacifique à Kasongo Lunda. Le leader du parti Nouvel Elan a invité le gouvernement et les humanitaires à venir urgemment en aide aux populations victimes de tensions dans l'ex-Grand Bandundu et qui ont tout perdu. Il demande aussi que la justice puisse identifier, juger et condamner sévèrement les auteurs et acteurs de ces tueries. Adolphe Muzito précise que son parti Nouvel Elan milite pour que les propriétaires des terres traditionnelles obtiennent des titres fonciers, afin que les droits des propriétés terriens soient respectés. Il a amorcé, une tournée dans l'espace Grand Bandundu. La région fait face à un conflit sanglant, orchestré par « une main noire » et qui est parti du territoire de Kwamouth.

Conflits communautaires en RDC : Félix Tshisekedi interpelle les gouverneurs des provinces. Félix Antoine Tshisekedi a jugé inadmissible, l'usage de pratiques illégales frisant le banditisme dans les transactions foncières en milieux coutumiers. Ces pratiques, qui se font dans certains cas avec la complicité des autorités judiciaires et politico-administratives, viennent perturber durablement la paix sociale au sein d'une même communauté locale. « En dépossédant ainsi les paysans de leurs terres, il est porté atteinte à leurs droits socio-économiques », indique le compte-rendu du conseil des ministres. Le Président de la République a rappelé son

intransigeance quant au phénomène des conflits communautaires, quel qu'en soit la nature et l'origine. Il a chargé ainsi a chargé tous les gouverneurs des provinces à activer les mécanismes de veille et de prévention des conflits communautaires afin de favoriser la cohésion provinciale.

Bukavu : 4 morts à la suite d'un incendie. Quatre personnes d'une même famille sont mortes calcinées dans un incendie de leur maison dans la commune d'Ibanda. Il s'agit d'un incendie qui a pris une dizaine de maisons, avant que d'autres soient détruites pour freiner la propagation du feu. Toutes fois, c'est la promiscuité et la mauvaise connexion des fils électriques qui seraient à la base de multiples cas d'incendie de maisons dans la ville de Bukavu.

Nord-Kivu : kidnapping de 6 voyageurs sur la route de Kanyabayonga, en plein parc des Virunga (Nord-Kivu). Les victimes étaient à bord d'une voiture à destination de Butembo et Beni. Leur véhicule a légèrement précédé un convoi de plusieurs autres escortés par des militaires. Cette attaque éclair s'est produite au niveau de Kabasha. Les assaillants ont tiré plusieurs coups de feu, avant d'appréhender les victimes et les conduire dans le parc national des Virunga. Les militaires du convoi ont tenté, sans succès, de les poursuivre.

Goma : la société civile déplore la montée de la criminalité dans les quartiers notamment Ndosho et Kyeshero. Les hors la loi s'illustrent notamment par des cambriolages, des assassinats, des braquages contre la population civile. Des tirs se font entendre presque tous les jours aux heures avancées de la nuit. La société civile demande aux autorités de renforcer les patrouilles de la police pour mettre fin à cette situation.

Ituri : 4 miliciens tués dans un accrochage avec les Fardc à Makayanga. Les Fardc ont été alertées par la population de la présence d'un groupe d'assaillants porteurs de lances, flèches et armes à feu aux alentours du village Mambelenga. « Ces bandits appartiendraient à une nouvelle milice, appelée "Chini ya Tuna" » et s'organisaient pour perturber les obsèques des 12 personnes tuées la veille au village Masome. Les militaires les ont poursuivis, ce qui a occasionné un accrochage entre les deux camps. Quatre assaillants ont été neutralisés et 3 autres capturés à l'issue de ces combats. Il ajoute que la situation est sous contrôle de l'armée.

Demande d'accréditation de près de 600 membres de la MOE CENCO-ECC. C'est dans ce cadre qu'une délégation de la mission d'observation électorale CENCO-ECC a échangé avec le 1er vice-président de la centrale électorale. Le superviseur technique de cette plate-forme, a expliqué que ces observateurs seront déployés sur tout le pays au début des opérations d'identification et d'enrôlement des électeurs prévues en décembre prochain. Il a également précisé que chaque observateur aura la mission de collecter les données, d'après le formulaire à sa disposition et fera la remontée de celles-ci à temps réel. Ces informations ainsi parvenues à l'équipe cadre seront analysées et mises à la disposition de l'organisme de gestion des élections pour l'amélioration de son travail, le cas échéant. « Voilà pourquoi la délégation a sollicité de la CENI, à travers son premier vice-président, la mise à sa disposition les mesures d'application portant identification et enrôlement des électeurs et de la loi électorale et de la cartographie des centres d'inscription », a-t-il conclu.

Lundi 17 octobre.

Beni : 6 miliciens tués dans des combats avec l'armée à Matembe. A la suite de ces accrochages, l'armée a réitéré l'appelle aux milices volontaires au désarmement dans divers sites de cantonnement de respecter leur engagement. « Vous êtes dans les sites. Vous avez une mission de rester là-bas, en attendant l'effectivité des opérations de désarmement. Ou soit vous rentrez dans la brousse, on vous frappe », a lancé le porte-parole des opérations Sokola I. Cet officier a regretté, que des Mai-Mai ont tendance d'apporter main forte aux ADF pour s'attaquer aux paisibles populations, et pour s'attaquer aux Fardc. Il a pointé le chef milicien Mayani et ses groupes qui dérangent beaucoup la population de Lubero et a affirmé la détermination de l'armée de les traquer.

Nord-Kivu : 2 officiers des Fardc poursuivis pour fuite devant le M23 à Bunagana. Deux colonels des Fardc, respectivement commandant du 3412^{ème} et 3307^{ème} régiment, sont poursuivis pour quatre chefs d'accusation : la fuite devant l'ennemi, l'abandon des armes et munitions, violation des consignes et détournement des deniers publics. Les prévenus dirigeaient les opérations militaires lors de la chute de la cité de Bunagana entre les mains du M23 en juillet dernier. Ils combattaient contre le M23 dans la région de Tchengerero et Bunagana. Renvoyée au mercredi 19 octobre, la prochaine audience sera consacrée à l'instruction du dossier.

Kwilu: 2 morts parmi les déplacés de Kwamouth. Deux morts de plus ont été enregistrés samedi 15 octobre parmi les déplacés reçus dans la ville de Bandundu au Kwilu, et qui ont fui les violences dans le territoire de Kwamouth au Mai-Ndombe. Il s'agit de deux enfants de moins de 5 ans, décédés à la suite de la malnutrition et

des mauvaises conditions dans lesquelles vivent ces déplacés. Le directeur de cabinet du ministre provincial des affaires humanitaires du Kwilu, sollicite ainsi l'intervention des partenaires pour venir en aide à ces déplacés.

La RDC présente à la 8^{ème} édition du Rebranding Africa Forum à Bruxelles, se tiendra le 20 et 21 octobre sur le thème « quelles stratégies d'attractivité des pays africains ». Cet événement, considéré comme le plus grand Forum économique en Belgique consacré à l'Afrique, surtout francophone, connaîtra la participation des orateurs Congolais notamment Julien Paluku, ministre de l'Industrie et Antony Nkinzo, Directeur général de l'Agence nationale pour la promotion des investissements (ANAPI). Outre les acteurs politiques de premier plan, le RAF recevra également des acteurs économiques et technocrates hors pair, de grandes institutions bancaires. C'est ainsi que le ministre Julien Paluku sera l'un des orateurs de marque à ce forum du fait de son ambitieux projet de création d'une usine de fabrication des batteries électriques avec les réserves stratégiques du cobalt congolais.

Kinshasa : une matinée politique du parti de Jean-Marc Kabund empêchée par des jeunes. Une matinée politique de la ligue des femmes de l'Alliance pour le changement, prévue le 16 octobre au siège du parti n'a plus eu lieu. D'après la présidente nationale de la ligue des femmes, un groupe des jeunes a fait irruption dans l'enceinte de ce parti politique cher à Jean-Marc Kabund, pour les empêcher de tenir leur manifestation.

Kalemie : les travaux du barrage de Kyimbi toujours pas lancés. Les travaux de curage du lac de retenu au barrage de Kyimbi à 125 km de Kalemie dans la province du Tanganyika n'ont pas débuté jeudi dernier, comme initialement prévu. Ces travaux sont destinés à accroître la capacité de l'énergie électrique dans la ville de Kalemie. Jusqu'à présent, les nouvelles autorités de la Société nationale d'électricité (SNEL) n'ont pas donné le go.

Bukavu : les requérants en quête des passeports biométriques depuis 3 mois. Ils affirment avoir payé tous les frais et rempli toutes les formalités pour obtenir des passeports biométriques à partir du centre de capture de Bukavu, depuis plus de trois mois maintenant. Selon le directeur du centre de capture cette situation est due, à l'absence des imprimés de valeur et fiches au niveau du ministère des affaires étrangères à Kinshasa.

Les agents de Congo Airways en grève. Ils réclament sept mois d'arriérés de salaire. Ils sont soutenus dans cette démarche par les agents sous-traitants de Congo Airways qui eux sont impayés depuis 19 mois. Les manifestants annoncent qu'après trois jours de cessation de travail, ils vont faire l'évaluation qui déterminera la suite de leur action. **Même situation à Kindu.** Les agents de Congo Airways ont fermé les portes de leur bureau ce matin. Ils ont affiché des pancartes sur lesquelles ils ont écrit leurs revendications. Ils réclament les arriérés de salaire et aussi l'installation du syndicat. Ils affirment que depuis la création de Congo Airways, il y a 7 ans, ils n'ont pas un syndicat des travailleurs. Cette grève est aussi observée par les agents du bureau escale de **Goma** au Nord-Kivu. Elle va se poursuivre jusqu'au 19 octobre. Si rien n'est fait à cette date, "la grève sera radicalisée.

Ituri : des milliers de déplacés sans aide humanitaire à Djugu. La situation humanitaire demeure difficile dans le territoire de Djugu, malgré l'amélioration de la situation sécuritaire dans cette entité. Sur une cinquantaine de sites que compte ce territoire, plusieurs demeurent encore inaccessibles aux humanitaires. A Jina, plus de trente-deux mille déplacés affirment qu'ils n'ont jamais reçu d'assistance depuis leur installation dans ce site en avril 2021. Même sort pour ceux de Jaiba qui sont dépourvus de tout et même de l'eau. Environ cinquante morts ont été enregistrés parmi les déplacés depuis l'année dernière, faute de vivres et de médicaments. Au site de plaine de Savo du côté de Bule, la situation est encore dramatique. 54 déplacés sont déjà morts depuis septembre dernier dont 22 entre le 1er et le 16 octobre, indique le président du site.

Meurtre de 2 Chinois en Ituri : 5 militaires Fardc condamnés à mort. Après deux mois d'audiences en chambre foraine à la tribune officielle à Bunia, la cour militaire de l'Ituri a rendu son verdict vendredi dernier. Quatre militaires des Fardc ont été condamnés à dix ans de prison pour violation des consignes. Cinq autres, dont deux colonels, ont écopé de la peine de mort pour association de malfaiteurs et meurtre de deux Chinois, qui avaient été dépouillés de quatre lingots d'or et d'un montant estimé à 6 000 dollars. Les victimes étaient tombées dans une embuscade de ces éléments des forces de sécurité le 17 mars 2022 au village de Nderembi dans le territoire d'Irumu. La cour militaire a également ordonné la restitution de ce colis et de l'argent ainsi que le paiement de dommages et intérêts de 50 000 dollars. Tous les condamnés sont également radiés de l'armée.

Bas-Uele : un policier abattu lors du cambriolage d'une agence de transfert d'argent à Buta. Ces bandits cagoulés et armés ont fait incursion aux environs 1 h du matin à la maison de transfert d'argent Solidaire. Ils ont tiré à bout portant sur le policier commis à la garde de cette maison de commerce qui est décédé sur place. Ils ont emporté la somme de 8 000 USD et 10 millions de FC (5 000 USD) qui se trouvaient dans la caisse.

Maniema : les enseignants de Kibombo réclament leurs primes de 3 mois. Selon le président de l'Intersyndicale de l'EPST Kibombo, outre cette prime de gratuité, ces enseignants ne reçoivent pas non plus l'ajout de 20 000 FC accordés à tous les agents du secteur de l'EPST. Il a indiqué que certaines écoles publiques de Kibombo ne perçoivent pas non plus le frais de fonctionnement de la part de l'Etat.

Jeux de la Francophonie : « D'ici avril 2023, toutes les infrastructures nécessaires seront prêtes » (Félix Tshisekedi). « La RDC organisera bel et bien les IXe Jeux de la Francophonie en 2023 ». Ces jeux étaient initialement prévus du 19 au 28 août 2022 à Kinshasa. Et ils ont été reportés par le fait que les travaux n'avançaient pas. Le directeur de ces jeux, lors de la visite des chantiers le 29 août dernier dans la capitale congolaise avait fait un constat amer: « à moins d'une année du démarrage des IXe Jeux de la Francophonie à Kinshasa, la plupart des infrastructures sportives sont encore au niveau de la fondation ».

Tanganyika : Vincent Kibombo élu président de l'assemblée provinciale. Cette élection marque la fin de la crise qui a secoué cette institution depuis plusieurs mois. Quatorze députés sur les 25 étaient présents dans la salle de plénière. Dix autres députés absents ont boycotté cette élection.

Beni : la population appelée à une alimentation saine pour prévenir les maladies hydriques. Le secrétaire général de l'ONG Solidarité en art culinaire pour le développement a lancé cet appel au cours d'un échange avec les restaurateurs et hôteliers de Beni. Pour lui, les participants devront faire preuve d'une alimentation saine pour que la population de cette ville soit épargnée de maladies hydriques. Il a, en outre, conseillé ses interlocuteurs à mettre en exergue les pratiques hygiéniques, en utilisant l'eau propre à la consommation.

Mardi 18 octobre.

Africa Summit du Financial Time : Félix Tshisekedi s'exprime ce mardi à Londres sur l'investissement en Afrique et en RDC. Le Chef de l'Etat congolais est l'invité d'honneur et principal orateur à ce forum. Ce sommet londonien, premier d'Europe et troisième au monde après New-York et Hongkong, rapporte l'Agence congolaise de presse, est le rendez-vous annuel des investisseurs intéressés à l'Afrique. Spécialisé sur les matières premières minérales, ce cadre de business rassemble des opérateurs économiques désireux de connaître le présent et l'avenir du monde pour investir aux bons endroits et au bon moment. Organisé sous le thème : « Investir en Afrique », le sommet réunira des délégations de haut niveau de gouvernements, d'entreprises, de décideurs politiques et d'investisseurs.

Butembo : un Mai-Mai neutralisé lors d'une double attaque dans la périphérie de la ville. "La nuit a été agitée à Butuhe, où les forces armées de la RDC se sont affrontés aux combattants Mai-Mai Baraka qui sont venus à la recherche des positions faiblement tenues, pour se ravitailler en armes. Nous avons réagi et réussi à neutraliser un combattant Mai-Mai puis récupérer son arme ». Le porte-parole militaire des opérations Sokola1, appelle ainsi la population du grand Nord-Kivu à se méfier de tous les leaders du milieu qui ont tendance à entretenir ces groupes négatifs pour des fins électorales.

Le GEC veut des élections libres et transparentes en RDC. Le Groupe d'étude sur le Congo "GEC" et son partenaire l'institut congolais des recherches "Ebuteli" ont demandé à la CENI de rassurer toutes les parties prenantes sur la tenue des élections de 2023. Cela dans l'objectif de faire un diagnostic du rapport sur le processus électoral, qui sera publié incessamment par les deux structures, afin d'éviter un éventuel glissement pour les élections 2023. Ce rapport revient sur les leçons qui auraient pu être tirées du processus électoral de 2018 et souligne "l'opportunité ratée", d'engager des bonnes réformes électorales pour les élections à venir.

Kinshasa : une centaine d'élèves handicapés encadrés par le village Bondoko de Makala. Cette école d'enseignement spécial constitue une bouée de sauvetage pour de nombreux enfants des environs qui, sans elle, n'avaient aucune chance d'être scolarisés. Cet établissement accueille actuellement 119 enfants de la maternelle aux humanités. Ces derniers présentent des handicaps divers. Ce qui fait qu'au-delà des cours ordinaires, ils reçoivent bien plus, en terme d'encadrement notamment psychosocial. Cette école pour enfants handicapés est confrontée à diverses difficultés dont celle du manque de matériel didactique. Le faible niveau des vies des parents plombe son fonctionnement pour les classes non couvertes par la gratuité de l'enseignement.

Ruwenzori : un colis des produits pour le ravitaillement des ADF intercepté. C'est un grand colis composé de soutanes, savons, huile végétale et huile de palme ainsi que d'autres produits de première nécessité, qui a été retrouvé par les patrouilleurs mixtes ICCN-Fardc-UPDF. Ce colis était déposé par un collaborateur des ADF pour ravitailler ces derniers, qui ont pris la fuite quand les patrouilleurs se sont rapprochés de cette localité. Une satisfaction pour la société civile congolaise dans le secteur de Ruwenzori, qui se félicite des efforts fournis par

ces patrouilleurs, en collaboration avec la population. Elle saisit cette occasion pour appeler la population de cette partie à rester davantage vigilante et de renforcer la collaboration avec les services de sécurité.

Le gouvernement somme les acquéreurs des tracteurs de 2011 de les restituer à l'Etat. Il en est de même de ceux qui ont spolié les espaces maraichers et agricoles du pays ». Selon le ministre de l'Agriculture, une fois restitués, ces tracteurs et espaces agricoles spoliés permettront au gouvernement de booster l'agriculture et de gagner ainsi la bataille contre la crise alimentaire en RDC. Le ministre compte solliciter le concours de la justice pour remettre l'Etat congolais dans ses droits et lutter efficacement contre la crise alimentaire en RDC.

Mbuji-Mayi : une trentaine de femmes formées à lutter contre les violences sexuelles. Ces enseignements ont été dispensés par le Fonds pour la femme congolaise (FFC), au cours d'un atelier de deux jours, clôturé mardi 18 octobre à Mbuji-Mayi (Kasaï-Oriental). Ces femmes ont été informées sur les instruments juridiques de lutte contre les violences sexuelles et les outils de collecte des données sur les violences sexuelles. Le but est de pousser les femmes à briser le silence pour une meilleure prise en charge des victimes de violences sexuelles.

Sud-Kivu : inquiétudes de la population de Shabunda sur le retrait de Monusco. Le contingent indonésien s'apprête à quitter Shabunda. Cette annonce plonge la population locale dans l'angoisse. Sur le plan sécuritaire, la population évoque l'affaiblissement des groupes armés à la suite de la présence des soldats de la paix. La communauté locale regrette le départ de la Monusco, avant la mise en œuvre du projet de réhabilitation du tronçon de la route Matili -Shabunda, long de 16 km.

L'Unicef affecte 7 millions USD pour la Tshopo et le Bas-Uele pour l'exercice 2022-2023. Selon le Chef de Bureau de l'Unicef/Kisangani, les activités tournent essentiellement autour de l'éducation, la santé, la protection de l'enfant : « L'appui aux salles de classes, l'appui à l'éducation, l'appui aux hôpitaux ici à la Tshopo et tout ce que nous faisons en termes de vaccination que nous avons investi dans la lutte contre la Covid 19, la vaccination contre la polio, la méningite, ce sont les domaines prioritaires ». Le début des travaux est prévu pour janvier 2023. Tout est quasiment prêt, a précisé le Chef de Bureau de l'Unicef.

Ituri : 2ème jour de paralysie d'activités socio-économiques à Mongwalu. Selon des sources locales, les opérateurs économiques protestent contre l'assassinat de dix commerçants de la communauté Yira sur la route Mongwalu - Dala et Kilo en l'espace d'une semaine. Le bourgmestre de cette entité demande aux commerçants de lever cette mesure de ville morte, qui appauvrit davantage la population.

Nord-Kivu : au moins 16 séismes, sans danger, enregistrés par l'OVG autour du Lac Kivu et des volcans Nyiragongo, Nyamulagira, entre le 12 et le 16 octobre. Il rassure, tout de même que le niveau d'alerte reste jaune et il n'y a pas d'inquiétude. D'après le directeur scientifique de l'OVG, ces mouvements sont causés par le mouvement du magma dans la profondeur des deux volcans : " A ce stade, la population doit se sentir calme et vaquer librement à ses occupations. Le Nyiragongo et le Nyamulagira sont dans leur activité normale".

Félix Tshisekedi nomme de nouveaux commandants des unités des Fardc. A travers une série d'ordonnances Félix Tshisekedi a procédé, le 17 octobre à la mise à la retraite de quelques officiers supérieurs et généraux de l'armée nationale. Il a aussi nommé des commandants des unités et des corps militaires.

Butembo : l'ONG REDHO salue le recrutement de nouveaux magistrats. Dans un communiqué publié le 15 octobre, le Réseau pour les Droits de l'Homme, (REDHO) basée à Butembo (Nord-Kivu), souligne que « l'augmentation de l'effectif des magistrats dans les cours et tribunaux va sûrement contribuer à la rapidité dans le traitement de différents dossiers qui traînent dans les palais de justice, suite à la carence des magistrats ». Le coordonnateur du REDHO exhorte le gouvernement à veiller à l'amélioration des conditions salariales des magistrats, et de leurs collaborateurs.

Ituri : des habitants de Djugu demandent le redéploiement de la Monusco. Pour les acteurs de la société civile et les comités de déplacés, les casques bleus doivent d'abord maintenir leurs anciennes bases, notamment à Jina, Bule, Jaiba, jusqu'au rétablissement total de la paix dans ce territoire. Mais les forces de la Monusco doivent aussi se redéployer ailleurs notamment aux villages de Calvaire, Ndrili et Yudey, situés aux alentours de la mission catholique de Fataki. Elles pourraient ainsi encourager le retour de la population et la reprise des activités champêtres, économiques et même scolaires. Celles-ci tournent au ralenti depuis que l'accalmie est observée, il y a environ trois mois dans la zone. A Bule et sa périphérie qui héberge 80 000 déplacés sans compter les habitants, il y a nécessité de renforcer également l'effectif des casques bleus. Leurs positions doivent être rapprochées des sites des déplacés pour écarter toute menace des groupes armés, souhaite le responsable du site.

Goma : la loterie de sélection à la subvention en nature démarre mercredi pour les femmes micro entrepreneurs. Le chargé du suivi et évaluation du projet, explique le déroulement de cette loterie : « Les mille huit cents femmes qui ont été enregistrées, publiées, qui ont suivi la formation, reçu les téléphones, sont donc toutes concernées. Nous allons les diviser en deux vagues. La première va concerner 900 femmes qui vont recevoir les matériels. Les 900 autres vont aller dans la deuxième phase ». La subvention concernée est composée des matériels de travail dont la valeur ne dépassera pas 2 000 USD par femme, sans contrepartie, donc gratuit. L'objectif étant d'augmenter le chiffre d'affaires et le revenu de chaque femme.

Félix Tshisekedi aux investisseurs à Londres : « Ne considérez pas notre faiblesse, mais notre volonté de changement », ce mardi 18 octobre au Africa Summit 2022, organisé sous le thème : « Investir en Afrique ». « Ayant fait de l'investissement l'une des pierres angulaires pour le développement de mon pays, j'ai impulsé un ambitieux programme de réformes économiques visant à faire de celui-ci, un hub d'attractions ». Le chef de l'Etat congolais qui s'est aussi exprimé en sa qualité de président de la CEEAC et de la SADC, est revenu sur les enjeux et les défis auxquels la RDC fait face sous sa présidence. Il a aussi défendu le processus en cours de l'attribution des blocs pétroliers et gazier, processus qui ne fait pas l'unanimité auprès des environnementalistes et autres activistes qui luttent contre le dérèglement climatique. La RDC, a-t-il soutenu, est le pays solution au réchauffement climatique et tient à cette vocation du fait de sa biodiversité et de sa position comme un des poumons du monde. Par contre ses populations ont le droit comme cela se passe par exemple au Gabon, en Norvège, de bénéficier de ses ressources naturelles, tant que les autorités respectent les conventions établies en la matière et qu'aucune loi soit-elle nationale ne l'interdit.

Mercredi 19 octobre.

Nord-Kivu : baisse des recettes au sein des services douaniers à la suite de l'insécurité dans la région de Beni. Pour améliorer la situation, le sous-directeur de la DGDA Beni, a initié une mission d'inspection dans la partie grand-Nord, mais aussi une série de rencontres avec les opérateurs économiques ainsi que les membres de l'Association des commissionnaires agréés en douanes (ACAD).

Kindu : plus de 500 élèves de l'EP Mulubado entassés dans 4 salles de classe par manque des locaux. " Le 9 décembre 2021, l'EP Mulubado, était frappée par un vent violent emportant la toiture de 8 salles de classe sur 14. Ce 14 octobre 2022, un autre vent vient d'emporter la toiture de 2 autres salles. Nous lançons un SOS aux hommes de bonne volonté, au gouvernement central, provincial et aux humanitaires de venir en aide aux 540 élèves qui continuent à étudier dans des conditions inhumaines, entassés dans 4 salles restantes, comme des sardines et sans espoir ».

Lubumbashi : les opérateurs économiques Tanzaniens et Congolais en mutualisation de leurs infrastructures de télécommunication, se sont réunis les 17 et 18 octobre, sous le thème : « Tirer parti des possibilités de collaboration en matière d'investissement, de commerce et des affaires dans les TIC (Techniques de l'information et de la communication) ». Les délégations sont conduites par leurs ministres respectifs des postes, télécommunications et nouvelles technologies de l'information et de la communication, (PTNTIC). Pour le ministre de PTNTIC de la RDC, les deux pays veulent mutualiser leurs infrastructures de télécommunication : « Il y a les sociétés Tanzaniennes qui sont ici, des sociétés congolaises qui ont exposé. Il s'agirait de faire une synergie entre eux de voir ce qu'ils pourraient faire ensemble. Parce que le but c'est de se dire que l'union fait la force. Quand on est désuni on est moins forts et donc c'est de voir un peu qu'elles sont les opportunités qui pourraient nous permettre ensemble de créer cette synergie et de consolider pour nous renforcer davantage ».

Ituri : moins de 5 000 okapis vivent en état sauvage dans la réserve de Faune Epulu. Cette réserve est confrontée à plusieurs défis dont l'activisme des groupes armés et l'exploitation illicite des minerais pour la relance des activités de capture de cette espèce protégée. En 1987, la station d'Epulu hébergeait environ vingt okapis en captivité. Ce qui attirait plusieurs touristes venus du monde entier. Aujourd'hui, aucun de ces mammifères ne se retrouve dans les enclos depuis l'attaque de cette réserve par des miliciens Maï-Maï le 24 juin 2012. Le responsable du projet de conservation de l'Okapi, indique que cette espèce rare qu'on retrouve seulement en RDC est menacée par des activités de braconnage armé. Il précise que beaucoup d'efforts sont en train d'être fournis pour sécuriser la réserve en vue de rendre effective la captivité des okapis.

Election du gouverneur au Maniema : la présidente de l'Assemblée provinciale appelle la population au calme. Le Conseil d'Etat a ordonné à la Ceni, dans une ordonnance rendue le 14 octobre la suspension du processus de l'élection du gouverneur et vice-gouverneur de Maniema. Après que le conseil d'Etat a demandé la surséance de l'exécution du calendrier convoquant la reprise de l'élection de gouverneur et vice-gouverneur du Maniema, la présidente de l'Assemblée provinciale du Maniema demande à la population de rester calme. Les

candidats gouverneurs ont déjà présenté vendredi et samedi dernier leurs projets de société devant les députés provinciaux.

La Cour militaire du Nord-Kivu en chambre foraine à Beni. Au total, 24 dossiers sont inscrits à l'extrait de rôle pour cette chambre foraine. Ils portent notamment sur les préventions d'assassinat, meurtre, tentative de meurtre, association des malfaiteurs, viol, viol d'enfant, coups et blessures ayant entraîné la mort, participation à un mouvement insurrectionnel, arrestation arbitraire et menace de mort, vol à mains armées, attentat et incitation à des manquements envers l'autorité publique. Ce mardi, la cour a débuté avec l'instruction des dossiers après l'identification des prévenus intervenue la veille. La Monusco/Beni accompagne techniquement ces audiences à travers ses sections des droits de l'homme, protection de l'enfant et appui à la justice.

Kananga : des journalistes outillés sur la communication efficace contre les abus sexuels. Cette approche de communication sur la prévention des abus sexuels vise surtout les communautés qui bénéficient de l'aide humanitaire. Ces dernières sont susceptibles d'être victimes d'abus de la part de certaines personnes qui leur apportent ou distribuent cette aide. « Ces messages clés consistent à amener toute personne bénéficiaire d'une assistance humanitaire à comprendre que cette assistance ne peut être changée en des faveurs sexuelles ou autres avantages », a expliqué le coordonnateur de l'ONG Enfant-Avenir.

Goma : une centaine de couples des militaires sensibilisés sur le changement de mentalité. Ils ont clôturé, le 18 octobre, 3 mois d'instruction sur le changement des mentalités, dans le cadre d'un projet de « thérapie de groupes » initié par l'Institut Supérieur du Lac en partenariat avec l'ONG « Living Peace ». L'éducation visait de détraumatiser des militaires, et de réduire des violences observées dans ce camp militaire. L'ONG Living Peace et ses partenaires organisent de telles séances depuis 2015 avec les groupes ciblés, en particulier les militaires et les policiers avec le financement du gouvernement Hollandais. Ils en sont à plus de 10 promotions au Nord-Kivu.

Suspension effective de la TVA sur certains produits pour une année. En avril dernier, le ministre congolais du Plan avait annoncé le gel de la TVA sur certains produits de première nécessité afin d'obtenir la baisse des prix sur le marché. Parmi ces produits, il y avait entre autres : le ciment et les boîtes de conserves.

Ituri : 70% de la population est de retour à Boga. Ce retour est consécutif à l'accalmie qui s'observe dans la zone depuis le lancement de la quatrième phase des opérations conjointes Fardc-UPDF. Ces opérations visent à ramener la paix dans les centres de Boga et Tchabi secoués par l'activisme des rebelles des ADF. Mais, la société civile demande aux forces conjointes d'intensifier ces opérations pour consolider la paix dans la zone et permettre le retour d'autres déplacés qui ont fui depuis deux ans.

GEC et Ebuteli alertent sur « un spectre de glissement du calendrier électoral (rapport). Le Groupe d'étude sur le Congo (GEC) et Ebuteli, son partenaire de recherche en RDC ont publié le rapport intitulé « Les élections à l'ère de Tshisekedi : un mauvais départ ? ». Dans ce rapport, ces deux structures constatent qu'à 14 mois de prochaines échéances électorales, le calendrier électoral se fait toujours attendre, que la méfiance envers les animateurs de la Ceni demeure et que les renouvellements controversés des membres de la Cour constitutionnelle, dernier verrou du processus électoral, renforcent davantage le déficit de confiance. « Le pays se retrouve de nouveau entre le risque d'organiser des élections bâclées aux éventuels résultats contestés et celui d'un dialogue politique et ses arrangements autour du partage des responsabilités au sein des institutions ».

Ituri : les commerçants affluent aux marchés communautaires à Djugu. L'accalmie sécuritaire observée depuis trois mois a permis la relance des activités agricoles et économiques dans plusieurs localités de cette entité territoriale. Des camions en provenance des territoires d'Irumu et de Mahagi affluent chaque semaine dans ces marchés pour s'approvisionner en vivres. Le territoire de Djugu reprend progressivement son statut de grenier de la province de l'Ituri. Plusieurs marchés notamment à Kpandroma, à Katoto et à Bule drainent de plus en plus de personnes chaque semaine. De nombreux habitants venus de plusieurs villages du territoire de Djugu y apportent des vivres tels que le haricot, le maïs, le soja, les pommes de terre, le chou, les arachides et même du café.

Le nouveau Représentant spécial du Secrétaire général de l'ONU pour l'Afrique centrale plaide pour un dynamisme politique d'intégration régionale. Selon Abdou Abarry « des atouts s'ils sont utilisés à bon escient, doivent permettre d'imprimer cette politique, en tout cas, en tant que Nations unies, c'est celle que nous voulons, celle de voir la dynamique d'intégration régionale se conforter dans la région et qu'avec cette dynamique tous les problèmes de gouvernance, de paix et sécurité, des problèmes de changement climatique

qu'ils puissent être réglés. Pour qu'enfin, les populations et les peuples de cette région connaissent la prospérité, le bien-être et le bien vivre».

Kinshasa : la Ligue des électeurs espère que le parlement adopte des lois en faveur des défenseurs des droits de l'homme. Selon le président de la Ligue des électeurs, le Conseil des droits de l'homme des Nations unies se propose d'accompagner la RDC dans l'amélioration de la situation des droits de l'homme et la promotion de la démocratie. Il s'agit d'une résolution équilibrée qui propose à l'Etat congolais les services de la communauté internationale. Dans cette résolution, il est mentionné que « le parlement adopte certaines lois, la loi de protection des défenseurs des droits de l'homme, l'assistance et l'appui apportés à la justice en général, la justice transitionnelle en particulier », a conclu Pau Nsapu, président de la ligue des électeurs.

Reddition des comptes, les députés nationaux déplorent le faible taux du budget d'investissement en 2021. Si le Gouvernement s'est félicité du taux de réalisation des recettes évaluées à 108% par rapport aux prévisions, les députés ont déploré néanmoins le faible taux du budget pour les infrastructures. Ils ont aussi fustigé les détournements, notamment dans les entités territoriales décentralisées. Certains secteurs comme l'enseignement ont bénéficié de beaucoup d'argent dont la destination n'est pas clairement établie. Par ailleurs, représentant le ministre des Finances, a souligné que le taux des dépenses du budget 2021 était supérieur au taux des recettes. Ce qui a poussé le gouvernement à recourir aux bons de trésor, a-t-elle précisé.

Lancement ce dimanche de la campagne de chirurgie gratuite de la cataracte à l'Hôpital général de référence de Kinshasa. Organisée avec l'appui de l'ONG Munazzamat, cette activité consistera offrir des soins aux patients souffrant de la cataracte et à la distribution des lunettes médicales.

Développement de 145 territoires : la population de Tshopo appelée à être « les gendarmes » de ce projet. La Coordination pour le changement des mentalités a appelé, les communautés locales à s'approprier ce projet qui entend impulser le développement à la base et encourage également la population de cette province à s'impliquer au niveau de la mise en œuvre mais également et surtout à assurer la durabilité des résultats de ce programme.

Londres : le Président Félix Tshisekedi reçu par le Roi Charles III. Le Chef de l'Etat a demandé au Roi Charles III d'user de son influence au sein du Commonwealth et auprès du Rwanda en particulier pour faire cesser les actions de déstabilisation à l'Est de la RDC et promouvoir la paix, la sécurité et la stabilité dans l'Afrique des grands lacs. Au cours de cette rencontre, le Roi Charles III et le Président Tshisekedi ont partagé une vision commune sur l'importance l'Afrique et de la RDC en particulier dans la lutte contre le réchauffement climatique.

Lubumbashi : suspension de l'exploitation minière autour du lycée Lubusha, par la ministre des Mines, en attendant les résultats des enquêtes à mener sur le terrain. Le chargé des œuvres sociales à l'Archidiocèse de Lubumbashi a salué cette mesure qui, selon lui, sauve cette école catholique d'une destruction et également d'une délocalisation, du fait de l'exploitation minière par deux entreprises installées dans ses environs.

L'Assemblée nationale rejette la motion de défiance contre le ministre des Transports. Après un long débat sur la pertinence et l'opportunité de cette motion, plusieurs députés l'ont jugé inopportune et non fondée. Les députés signataires de la motion ont accusé le ministre Okende d'« incompétence notoire et d'amateurisme dans le secteur des transports », mais aussi d'avoir passé une année à la tête du ministère sans résoudre le problème du permis de conduire.

Beni : environ 3 000 enfants vulnérables bénéficient de leurs actes de naissance. Cela après avoir obtenu les jugements supplétifs d'acte de naissance à l'issue d'une audience foraine organisée par le tribunal pour enfant de Beni. Sur ces 3000 enfants vulnérables, 1000 sont sortis des groupes armés à Beni et 2 000 autres de la zone de santé d'Oicha. Les organisateurs de cette activité foraine ont exprimé leur satisfaction, estimant « que cette activité est un moyen de sensibiliser encore une fois la conscience des parents par rapport à la déclaration de naissance, de voir comment ces parents peuvent approcher du jour au lendemain le bureau d'état civil afin d'éviter le risque d'apatridie pour leurs enfants ». Pour sa part, le chef urbain de la décentralisation a insisté sur l'importance des actes de naissance pour les enfants : « Les uns c'est par ignorance mais la plupart, c'est par négligence. C'est vraiment important que nous comme responsables nous puissions prendre ce courage-là de faire une large diffusion pour que cet exercice soit vraiment réalisé en faveur des enfants. »

Jeudi 20 octobre.

Beni : 10 ans de prison requis contre l'activiste Fiston Isambiro au second degré. Le ministère public a demandé à la cour de dire recevable et non fondé l'appel interjeté et de reconduire l'œuvre du premier juge en condamnant Fiston Isambiro à dix ans de prison ferme. Il a estimé que le prévenu s'était rendu coupable de plusieurs faits notamment, la menace d'attentat et la provocation à la désobéissance aux lois de la République.

Sud-Kivu : la ville d'Uvira désormais dotée d'un plan d'action de sécurité pour ses 14 quartiers. En dehors de la situation géographique, économique et socio culturelle de la ville décrite, ce document explique le processus et la méthodologie de diagnostic et d'élaboration du plan d'action de sécurité. Ce diagnostic est passé par le renforcement des capacités des acteurs étatiques et non étatiques sur la gouvernance sécuritaire, le fonctionnement des comités locaux de sécurité de la ville d'Uvira et l'identification des acteurs positifs et négatifs. Ils ont identifié huit problèmes sécuritaires qu'ils ont diagnostiqués sous forme des tableaux reprenant les causes et les actions à entreprendre ainsi que des recommandations. Parmi ces problèmes évoqués, figurent l'activisme des groupes armés locaux et étrangers ainsi que les problèmes sociaux, dont les conflits fonciers.

Procès sur la chute de Bunagana : la liberté provisoire refusée aux 2 colonels Fardc. Au cours de cette troisième audience, la cour a prononcé un arrêt, rejetant ainsi la demande de mise en liberté provisoire introduite par la défense, au motif que ces officiers résident à Nyanzale et ne seront pas en mesure de répondre aux audiences à Goma. En outre, une dizaine de témoins cités n'étaient pas présents. La cour a renvoyé l'affaire au 29 octobre.

Nord-Kivu : le député provincial Matofali demande un allègement fiscal pour les opérateurs économiques. " Les opérateurs économiques ont des marchandises, mais il n'y a pas de vente. La population n'a plus d'argent parce qu'elle n'accède plus à ses champs, les gens ne sont plus suffisamment payés. Ça prouve qu'il y a un sérieux problème. Raison pour laquelle, on doit trouver une solution d'une manière légale. C'est pourquoi je demande aux députés et sénateurs de voir de quelle manière au budget de 2023, ils peuvent essayer d'aider la population".

Kinshasa : reprise du procès des présumés assassins de l'ambassadeur italien Luca Attanasio. Commencé le 12 octobre, le procès a été suspendu à la demande des avocats de la défense, qui avaient souhaité prendre connaissance du dossier. A sa reprise mercredi, le tribunal n'a pas instruit le fond. Car, la défense a contesté sa compétence, face à des civils arrêtés à Goma début 2022. Elle a également réclamé leur mise en liberté provisoire. Mais pour le ministère public, ces accusés comparaissent pour meurtre, assassinat, association des malfaiteurs et détention illégale d'armes et munitions de guerre. "Rien ne peut ainsi justifier leur liberté, étant donné la gravité des faits", a-t-il déclaré. Six prévenus, dont un en cavale et jugé par contumace, comparaissent devant ce tribunal. Ils clament leur innocence pour des faits qui se sont déroulés en février 2021. Année au cours de laquelle l'ambassadeur italien a été tué par balles, après avoir été pris dans une embuscade dans l'est de la RDC.

Goma : plus de 13 armes récupérées lors d'un bouclage à Kyeshero, avec un lot important des munitions détenues illégalement et 24 personnes interpellées, dont quatre militaires en situation irrégulière, dans la nuit du 19 au 20 octobre. L'opération constitue une réponse aux nombreux cas de criminalités enregistrés dans cette entité.

Tension dans le Bandundu : une délégation gouvernementale au chevet des déplacés. Leur mission consiste à apporter l'appui humanitaire aux déplacés de Kwamouth (Mai-Ndombe), qui vivent dans des conditions inhumaines dans les provinces du Kwilu et du Kwango ainsi que dans d'autres coins du Mai-Ndombe. Après Bandundu, la délégation va se rendre partout où se trouvent ces déplacés pour les assister.

Beni : 7 morts lors d'une nouvelle attaque attribuée aux ADF à Maboya, localité située à une trentaine de km de Beni. Selon des témoins qui parlent d'un bilan provisoire jusque-là, des blessés graves à l'arme blanche ont été signalés et plusieurs autres portés disparus. Parmi les victimes emportées, figure une sœur religieuse médecin au centre de santé de référence de Maboya qui demeure introuvable. Des dégâts matériels ont été également enregistrés. Le poste du sous commissariat de la Police nationale congolaise (PNC) de Maboya a été brûlé, occasionnant ainsi l'évasion de quelques détenus. Le centre de santé de référence de Maboya, des maisons d'habitation, des magasins et boutiques ont été également brûlés par les assaillants, indique la même source.

Ituri : une personne tuée par des rebelles ADF à Kabrike. Un convoi de 50 véhicules escorté par les Fardc a été attaqué le 19 octobre par des rebelles des ADF, dans le village de Kabrike, à 50 km de Komanda-centre. Le bilan provisoire fait état d'une personne tuée et plusieurs autres prises en otage par ces rebelles qui ont par ailleurs incendié deux véhicules contenant des marchandises.

Haut-Katanga : l'ONG AFEMDECO alerte sur le retour des centaines d'enfants dans les sites miniers. La coordinatrice nationale de l'Association des femmes pour le développement communautaire (AFEMDECO) explique : « En son temps, nous avons identifié 2834 enfants qui travaillaient dans 13 carrières minières du territoire de Kipushi. Et nous avons réussi de faire sortir 500 enfants, que nous avons scolarisés l'année 2021 dans les écoles de l'Etat. Ce sont les enfants de 7 à 14 ans. Les autres, qui avaient 16 et 17 ans, ce sont les 15 qu'on a initiés aux métiers. Cette année, il n'y a que 213 qui sont rentrés dans les écoles. Le reste des enfants sont toujours dans la cité, les autres sont rentrés dans les carrières ». Elle attribue cette situation à l'incapacité des parents de prendre en charge l'alimentation de leurs enfants. Alors, ces derniers ont tendance de rentrer encore dans la carrière minière « puisque, là, ils trouvent la faciliter de creuser, de transporter, de faire le nettoyage ils peuvent manger avant même 12 heures ». « Nous demandons maintenant aux bailleurs de fonds de nous venir en aide pour que nous puissions continuer la prise en charge éducationnelle de ces enfants qui ont toujours tendance de retourner dans les carrières. La semaine passée je suis partie voir les 213 qui sont actifs c'est déjà maintenant 180 ».

Tanganyika : le trafic Kalemie - Nyunzu – Manono paralysé à la suite d'une panne du bac Kayimbi. Il n'existe aucune route de déviation à cet endroit. Les commerçants ne savent plus à quel saint se vouer. Leurs camions chargés de différentes marchandises sont bloqués. La même situation concerne aussi des camions d'une entreprise chinoise assurant le transport des minerais de Manono vers Kalemie.

Sud-Kivu : la Ligue des consommateurs salue la suspension de la TVA. Le président de la Ligue des consommateurs des services au Congo Kinshasa insiste pour que le ministère des Finances puisse veiller à la stricte application des dispositions de ces deux décrets du Premier ministre. Ces décrets, signés le 15 octobre, suspendent pour une année, avec effet rétroactif à partir du 15 avril 2022, la perception de la TVA sur les produits de première nécessité et la TVA à l'importation et vente de certains biens dans les domaines de la cimenterie et de l'immobilier.

Nord-Kivu : au moins 5 000 ménages assistés par Mercy Corps dans le territoire de Nyiragongo. C'est à travers une foire organisée sur le terrain de l'Institut Kibumba, par l'organisation internationale Mercy Corps. Les ménages reçoivent des coupons à valeur monétaire de 65, 120 et 190 USD, selon leurs tailles. Ils vont ensuite acheter ce dont ils ont besoin. Cette assistance est saluée tant par les retournés que par les opérateurs économiques locaux. « Lorsque les autres ONG amènent directement les vivres, nous, les commerçants du milieu, nous n'avons rien. Comme Mercy corps vient avec la foire, notre économie se porte bien. Ici je vends la farine, de l'huile, des poissons salés, du riz, du sel et d'autres vivres encore », se réjouit une commerçante du milieu qui participe à la foire. A la fin de la foire, les commerçants sont remboursés en raison des coupons monétaires reçus des retournés.

Le Cardinal Ambongo remet au Premier ministre son rapport sur la situation sécuritaire de Kwamouth, après sa mission pastorale effectuée dans le Grand Bandundu. C'était au cours d'une audience à la Primature, à Kinshasa. Tout en réservant la primeur du contenu dudit rapport au chef du gouvernement, le Cardinal Fridolin Ambongo dit avoir enregistré des observations qu'il a jugées bon de partager avec Jean-Michel Sama Lukonde pour des solutions appropriées.

Beni : après l'attaque de Maboya, la population appelée à dénoncer les mouvements des ADF. Le porte-parole des opérations Sokola 1, a fait cet appel quelques heures après l'attaque de la localité de Maboya ayant fait 9 morts, des blessés graves et de nombreuses personnes disparues. « Ce sont les informations de la population que nous transformons en renseignements. C'est pourquoi nous appelons à cette collaboration entre la population et l'armée. Chacun dans son domaine doit aider l'armée avec des informations nécessaires pour mener les opérations. C'est pourquoi, la population doit collaborer avec les services de sécurité pour se faire l'idée ou pour avoir les renseignements sur l'ennemi ». Il a également annoncé l'arrestation de 4 rebelles ADF-MTM et un de leurs collaborateurs qui les a orientés lors des opérations de Maboya.

Kinshasa : au moins 20 millions USD pour réhabiliter la route Nzolana dans la commune de Ngaliema, c'est ce qu'a expliqué le directeur général de l'Agence congolaise de grands travaux, ce jeudi 20 octobre à Kinshasa. Pour les notables du quartier Malweka, la réalisation de ces travaux va désenclaver ce quartier. Le ministre des Infrastructures, Alexis Gisaro, a appelé la population de la ville de Kinshasa à protéger ces ouvrages.

Vendredi 21 octobre.

Rutshuru : carence des produits alimentaires et hausse de prix à la suite de l'insécurité. Dans le groupement de Jomba par exemple, les habitants cultivaient en grande quantité le maïs, le haricot, le sorgho, les bananes, ... Des produits qui approvisionnaient plusieurs coins de ce territoire. Mais depuis l'occupation de Bunagana par les rebelles du M23, les habitants n'accèdent plus à leurs champs. Du coup, le prix de plusieurs denrées alimentaires grimpe. La population demande au gouvernement de « tout faire pour obtenir le retrait de M23 dans le groupement de Jomba, afin de permettre aux milliers de déplacés de retourner dans leurs milieux respectifs ».

Kwilu : les déplacés de Kwamouth bénéficient de l'assistance du gouvernement central. Au moins 500 ménages des déplacés de Kwamouth se trouvant dans la ville de Bandundu (Kwilu), ont bénéficié jeudi 20 octobre de l'assistance du gouvernement central. C'est le ministre national des Affaires sociales et Actions humanitaires, qui a remis symboliquement ces dons aux déplacés en présence des 4 autres membres du gouvernement central, en séjour à Bandundu, ainsi que du gouvernement provincial. La délégation leur a apporté l'assistance humanitaire constituée notamment des sacs de sucre, manioc, riz, des boîtes de conserves, des bidons d'huile, des mousses, des pagnes et autres biens. Outre ces vivres et biens non alimentaires vivres, la délégation a remis à chaque ménage des déplacés, une enveloppe de 100 dollars américains pour leur permettre de rejoindre leurs villages d'origine. Dans un mémorandum, les déplacés ont remercié le gouvernement pour l'assistance, mais tiennent à tout prix à quitter Bandundu à cause de mauvaises conditions de vie.

Kindu : l'EP Omata fermée après que la pluie a dévasté des salles de classe. Plus de 500 élèves de l'école primaire Omata à Kindu (Maniema) sont obligés de rester à la maison, parce que leurs salles de classes n'ont plus de toitures, portes ni fenêtres. Elles ont été emportées par le vent lors de la pluie qui s'est abattue le soir du mercredi 19 octobre sur la ville. Ces élèves lancent un cri d'alarme aux autorités, aux hommes de bonne volonté et aux organisations humanitaires surtout à l'Unicef pour leur venir en aide.

Kisangani : ouverture de la consultation provinciale pour intégrer les réalités énergétiques locales dans la politique nationale de l'énergie. Les acteurs publics et privés du secteur de l'environnement et du développement durable, notamment des ONG, des scientifiques et personnalités de la province de Tshopo sont appelés à contribuer à l'amélioration du document de politique nationale pour l'énergie en RDC. Une cinquantaine de personnes venues de différentes couches de la population participent à ces assises de deux jours. Les participants devront enrichir le document produit par le ministère des ressources hydrauliques et électricité avec l'appui du PNUD. Il a été présenté en mai dernier à Kinshasa. La Gouverneure de la province de Tshopo, est convaincue que les échanges seront riches et de nature à intégrer les réalités locales dans la politique nationale du plan énergétique du pays.

Beni : 10^{ème} anniversaire de l'enlèvement de 3 prêtres assomptionnistes à Mbau. Depuis le 19 octobre 2012, on est sans nouvelles de ces prêtres emportés par des hommes armés vers une destination inconnue. Il s'agit des pères Anselme Wasukundi, Edmond Kisughu et Jean-Pierre Ndulani. En leurs mémoires, une messe de consolation a été dite, suivie de la pose de la première pierre d'un monument qui va être érigé à cet effet. « Ce silence est insupportable et pourtant, il faut que nous continuions de témoigner de notre espérance », peut-on lire dans une correspondance du supérieur général des assomptionnistes qui encourage le peuple congolais en général et celui de Beni en particulier à « la recherche de la justice et la paix pour qu'un jour la vie reprenne son cours normal et que chacun vaque librement à ses activités ».

Rutshuru : reprise des combats entre les Fardc et les M23 sur la ligne de front de Rangira, dans le groupement Jomba. Les rebelles du M23, positionnés sur les collines Mukarange et Shwema, dans le groupement voisin de Bweza, larguent des obus sur les positions des Fardc à Rangira. Deux civils ont été blessés et évacués pour des soins vers Rutshuru centre, alors que le village de Rangira est en train de se vider de ses habitants. Le mouvement du M23 « accuse l'armée congolaise d'avoir attaqué sa position de Rangira. Les attaques auxquelles ils seraient en train de répliquer en légitime défense ». Les sources de la société civile locale à Jomba indiquent, par contre, que les Fardc ont répliqué jeudi à l'assaut des rebelles du M23 depuis 15 heures locales.

Irumu : le commandant secteur des FARDC appelle les miliciens du FPIC à cesser les hostilités

L'opération militaire Shujaa, menée conjointement par l'Ouganda et la RDC jugé mitigé (GEC/Ebuteli). La présentation du rapport « combattre les ADF ou sécuriser les intérêts économiques ? » a pour objectif de permettre à toutes les parties de faire, à leur tour, l'évaluation mi-parcours de cette opération conjointe qui est à sa quatrième phase. Tout en saluant le travail de GEC, l'Ambassadeur ougandais en RDC et le Conseiller du ministre congolais de la défense en charge des renseignements et sécurité, parlent du succès qu'ont connu les trois premières phases de ces opérations conjointes, en dépit de quelques obstacles. « Les bastions ont été

démantelés, l'ennemi a perdu sa zone de confort. Quelques commandants importants ont été neutralisés, plusieurs otages ont été libérés et puis, des combattants ont été capturés ». Pessimistes, les participants ont recommandé aux responsables de deux armées de donner d'autres indicateurs précis comme résultats de cette opération.

Irumu : le commandant secteur des Fardc appelle les miliciens du FPIC à cesser les hostilités. Les échanges entre ce nouveau commandant des opérations militaires en Ituri, et les dirigeants du groupe armé FPIC, ont eu lieu dans un climat fraternel, rapportent des sources militaires. L'objectif était d'inviter ce groupe armé au respect de ses engagements librement consentis de cesser le feu en juin dernier. Car, malgré cet acte d'engagement, certains éléments de cette milice continuent de commettre des exactions contre la population civile.

Beni : la Monusco s'apprête à fermer sa base à Kamango. Les acteurs communautaires et le comité restreint de la sécurité de la chefferie de Watalinga se préparent pour le départ prochain des casques bleus de la Monusco basés à Kamango, dans le territoire de Beni (Nord-Kivu) Les représentants des différentes couches de la population de la chefferie des Watalinga, ont discuté autour du prochain départ de la force onusienne dans la région, pendant que certains défis restent à relever. Notamment, l'exécution de certains projets de développement dans cette région, l'accompagnement des structures sociales et sanitaires locales qui dépendent de l'énergie électrique de la base de la Monusco. Il s'agit du bloc opératoire de l'hôpital général de référence de Kamango, son centre de santé ainsi que deux radios communautaires locales. L'armée et la police, de leur côté, ont recommandé à la Monusco de leur apporter un appui en renforcement des capacités et en logistique afin d'assurer cette relève de manière responsable.

Matadi : 6 écoles publiques dotées de 150 bancs par le FPEF. Pour le coordonnateur provincial du fonds de promotion de l'éducation et de la formation (FPEF), « ce geste vise la promotion de l'éducation et le soutien à la gratuité de l'enseignement, initiée par le Chef de l'Etat ». Cette dotation est une première initiative au Kongo-Central, depuis le lancement à Kinshasa de la campagne « Pas d'école sans bancs ».

La province de Tanganyika dotée d'une inspection générale de la police. Ce service de la PNC va démarrer son travail dans un bâtiment nouvellement construit qu'a inauguré le ministre de l'Intérieur le même jeudi. La construction de ce bâtiment a été financée par la Monusco avec l'appui du PNUD. Il contient 5 bureaux équipés, deux salles de réunions et deux locaux pour les détentions.

L'ONG CADA soutient l'appel de Félix Tshisekedi à la diaspora congolaise de Londres. Lors de son récent séjour à Londres, il les a invités à "plaider la cause du Congo auprès des autorités britanniques". L'ONG Congo Action pour une diplomatie agissante (CADA) salue donc "la profession de foi du Président de la République, ainsi que celle de toutes les autres institutions du pays qui sont plus que déterminé à défendre l'intégrité territoriale et la souveraineté nationale mais les invite à ne pas en rester au stade des discours.

La route Goma - Bukavu coupée à la suite des pluies diluviennes, depuis le 20 octobre à l'endroit appelé 'Chez les Français', dans le territoire de Kalehe (Sud-Kivu). Plusieurs véhicules sont ainsi bloqués de part et d'autre. Les pluies ont causé aussi d'autres dégâts matériels : plusieurs maisons d'habitation sont endommagées sur l'axe Nyabibwe - Mweha, des champs agricoles ravagés. La route Bukavu - Goma est inscrite sur plusieurs projets de réhabilitation jusque-là non concrétisés.

Les universités désormais connectées à la bibliothèque numérique. Le ministre de l'Enseignement supérieur et universitaire a annoncé l'arrivée, bientôt de 150.000 ordinateurs achetés par le gouvernement pour permettre aux étudiants et à leurs enseignants d'accéder gratuitement à toutes les ressources de cette bibliothèque numérique.

Idiofa: le gouvernement annonce une assistance aux victimes de la pollution de la rivière Kasai. Les habitants dont les agglomérations ont été détruites en 2021 dans le territoire d'Idiofa seront assistés par le gouvernement central, qui va mettre à leur disposition des forages d'eau potable. Outre cette assistance en eau potable, le gouvernement a aussi apporté des tôles, des clous et des planches pour appuyer les populations des villages Mokala, Sezo et Kalo qui avaient perdu leurs maisons à la suite des pluies diluviennes de l'année dernière.

Le Diocèse de Butembo-Beni condamne l'attaque armée contre la localité de Maboya, par des personnes armées, assimilées aux ADF. L'évêque du diocèse, Monseigneur Melchisédech Sikuli Paluku déplore la perte en vies humaines, dont celle de la Sœur Marie-Sylvie Kavuke Vakatsuraki, membre de la congrégation de Petites

sœurs de la Présentation de Notre Dame au Temple de Butembo-Beni, trouvée morte dans sa chambre de garde, au centre de santé incendié par les assaillants.

Beni : près de 120 écoles fonctionnent difficilement à Watalinga. Ce sont des écoles situées dans la profondeur des entités de la chefferie des Watalinga qui sont concernées, car leurs milieux d'origine sont envahis par les groupes armés et leurs infrastructures scolaires détruites lors des diverses incursions armées. Le chef de la division de l'Enseignement primaire secondaire et technique dans la chefferie des Watalinga à Kamango, indique que ces 86 écoles primaires et 31 écoles secondaires délocalisées, fonctionnent difficilement au chef-lieu de la chefferie des Watalinga à Kamango et dans certaines localités de ses environs. Selon lui, une partie de ces écoles fonctionnent dans des bâtiments en planches ou en bâches, exposées à toute sorte d'intempéries.

Bruxelles : Rudy Demotte décrit les défis et les opportunités que présente la RDC. La Belgique doit jouer un rôle diplomatique actif pour stimuler l'attractivité de la RDC, estime Rudy Demotte, le président du Parlement de la communauté française en Belgique. Il s'est exprimé ainsi au deuxième jour Rebranding Africa forum, qui se tient à Bruxelles dans l'hémicycle de ce Parlement. Ce forum économique a pour objectif de proposer une nouvelle approche de considérer les relations économiques entre l'Afrique et la RDC.

Samedi 22 octobre.

Le Cardinal Ambongo évoque « une manipulation politique » du conflit dans le Grand Bandundu. « Nous sommes ici en face d'un conflit intercommunautaire et pas comme cela est décrit de manière simpliste comme un conflit entre Teke-Yaka. C'est une grosse aberration avec des conséquences que nous ne mesurons pas. La réalité est beaucoup plus complexe qu'on le croit. De fait, plusieurs groupes ethniques de la RDC sont impliqués dans ce conflit, même si les Yaka sont majoritaires dans cette contrée ». Il redoute que ce conflit qui n'est pas bien traité atteigne la ville de Kinshasa et établit un rapprochement entre les événements qui se passent actuellement à Kwamouth et les massacres enregistrés en 2018 à Yumbi : « Ces deux événements se passent toujours à l'approche des élections et les deux se passent dans la même province de Mai-Ndombe. Ça donne à réfléchir. Il y a la question du bloc pétrolier et celle de la réhabilitation de la RN17, qui joueraient un rôle dans l'aggravation de cette situation. C'est là qu'on peut penser à une certaine manipulation politique de ce conflit ».

Recommandations. Le cardinal Ambongo a par ailleurs recommandé au gouvernement congolais le renforcement de la présence et de l'autorité de l'Etat dans le territoire de Kwamouth et l'examen de la question territoriale pour réduire les distances entre les autorités et les administrés ainsi que l'appui matériel et financier conséquent à l'armée et à la police nationales déployées dans cette région. Il a plaidé pour la mise sur pied d'une structure chargée de mener à bien le processus de dialogue et de réconciliation entre les parties en conflit et a proposé que les personnes qui sont à la base de ce conflit soient poursuivies valablement par la justice. Tout en demandant une réponse humanitaire urgente, le prélat catholique peint un tableau sombre de la situation : « on compte plus moins cent septante morts, mais la population des personnes déplacées est énorme. Un grand groupe est à Bandundu, que j'ai rencontrés. Il y en a qui sont éparpillés partout. Certains ont fui jusqu'à Kinshasa. D'autres sont allés à Kenge, d'autres encore jusqu'à Mushi».

La 8e édition de « Makutano » attendue à Kinshasa et à Mbuji-Mayi sur fond de la relance agricole. Cette activité entend promouvoir plusieurs secteurs d'activités dans ces deux provinces, notamment l'agriculture et l'agro-business et veut également lutter contre le chômage et le déficit alimentaire au pays.

Assemblée nationale : le projet de loi portant reddition des comptes de l'exercice 2021 déclaré recevable. Dans sa réplique, la vice-ministre des Finances, a rencontré les préoccupations des députés sur des cas de dépassements budgétaires et détournements des fonds publics. Elle a attribué les dépassements budgétaires à la modicité du budget et au caractère des dépenses exigées par certains ministères comme la Défense et l'Intérieur. « Quant aux préoccupations par rapport avec le dépassement des crédits alloués aux investissements et la non-réalisation des ouvrages, il sied de faire le distinguo entre l'exécution financière et celle physique d'un projet qui, dans la plupart des cas est pluriannuelle ».

Rutshuru : 4 civils blessés à la suite des combats entre Fardc et M23 à Rangira, par les déflagrations d'un obus largué par le M23, au niveau du marché de Rangira. Cela après la reprise des combats depuis vendredi dans cette contrée. Les rebelles continuent à larguer des obus sur les positions des Fardc à Rangira. De nombreuses familles continuent de quitter la zone des combats pour se mettre à l'abri dans le village de Tsheya

Beni : environ 8 000 ménages de déplacés bénéficient d'un projet d'assistance sociale. Ce projet que finance le Fonds humanitaire de la RDC consiste à la distribution des articles ménagers essentiels et à la mise en place des activités de protection en faveur de ces familles. C'est une façon d'assister ces personnes ayant quitté leurs

milieux de vie à la suite de l'insécurité dans la région. Ce projet de 13 mois est exécuté par l'ONG Mouvement International des Droits de l'Enfant, de la Femme, de l'Homme veuf et de leur promotion Sociale et RESCUE International.

Mbuji-Mayi : arrivée de 56 poteaux pour l'électrification de la ville. Il s'agit donc de premier lot sur les 300 autres poteaux attendus pour le soutirage de l'énergie électrique de la centrale hydro-électrique de la Société Anhui Congo d'Investissement Minier (SACIM) pour l'électrification de Mbuji-Mayi et des localités de Boya, Miabi et Kabeya Kamuanga. Chaque poteau en acier galvanisé pèse 250 kg.

Kinshasa : début de l'opération de démolition sur le site du cimetière Kinsuka, au quartier Mazal, commune de Mont Ngafula. Cette démolition intervient 11 jours après que le gouverneur de Kinshasa a accordé un préavis aux occupants lors de son passage sur ce site. Il avait prévenu que cette démolition se ferait sans indemnité puisque « ces terrains ont été acquis illicitement ». De leur côté, les locataires se tournent vers les bailleurs mais sans grand espoir de récupérer les frais de garantie locative pour certains. Ce vendredi la plupart des habitants du site de cimetière de Kinsuka ne savaient où aller.

Lubumbashi : plaidoyer pour la création d'un réseau de prise en charge des cas de cancer de sein. Le Directeur général du Centre médical du centre-ville de Lubumbashi (Haut-Katanga) a fait ce plaidoyer au cours de la conférence scientifique qu'il a organisée au sujet de cette pathologie. « Pour une bonne prise en charge des malades, les radiologues, les oncologues, les chirurgiens, les gynécologues et autres ont été appelés à unir leurs efforts et à travailler en réseau. Nous pensons aussi que les personnes peuvent se constituer en réseau pour organiser un programme qui peut nous permettre d'aller jusqu'à connaître véritablement l'ampleur du problème».

Le CMCD organise dès la semaine prochaine une campagne de dépistage du cancer du sein et de l'utérus.

Le manque d'infrastructures et d'énergie constitue des opportunités à saisir par les investisseurs (Julien Paluku). La 8^{ème} édition du Rebranding Africa Forum s'est clôturée vendredi 21 octobre à Bruxelles. L'événement a réuni des acteurs politiques mais surtout des patrons d'institutions bancaires internationales autour de la nécessité de transformer en RDC les matières premières. Ce forum, selon le ministre de l'Industrie, a offert une occasion "de mobiliser tous les partenaires techniques et financiers, les grands banquiers qui sont présents et qui ont peut-être des moyens mais ne savent pas où les canaliser, nous leur disons, des pays comme la RDC avec ses 2.345.000 km², avec ses 26 provinces, avec ses difficultés d'interconnexion de toutes les provinces, ce sont là non des problèmes mais des opportunités à saisir. Il faut donc appuyer l'accélérateur sur tous les piliers, le pilier infrastructurel, énergétique, aéroportuaire, portuaire, pour qu'en touchant tous les leviers, on se rassure que dans une projection entre 10-20 ans, on puisse relever les défis (de l'industrialisation) du continent africain".

Nord-Kivu : environ 20 personnes tuées à la machette par la milice Nyatura, le 21 octobre à Kilambo, territoire de Masisi (Nord-Kivu), après des accrochages avec les combattants du groupe NDC Rénové. Ces deux groupes qui s'affrontent aujourd'hui dans le Masisi avaient déjà déposé les armes et étaient cantonnés à Mubambiro près de Goma. Par manque d'encadrement dans ce site, ils sont rentrés dans la brousse. A leur retour, les Nyatura ont trouvé leurs anciennes positions occupées par des combattants du NDR, réfractaires au désarmement. C'est ce qui explique ces différents accrochages. "Si seulement le processus de désarmement avait été bien conduit, nous ne serions pas là à déplorer toutes ces victimes", regrette cet élu de Masisi.

Beni : des miliciens attaquent une position des Fardc à Balongi. L'armée a repoussé le 21 octobre une attaque des miliciens Mai-Mai contre sa position située dans le village Balongi dans le groupement Baswagha-Madiwe, secteur de Beni-Mbau dans le territoire de Beni. Deux blessés côté assaillants et un autre dans le rang de l'armée loyaliste ainsi qu'une vingtaine d'enfants disparus sont signalés. A cela s'ajoutent deux maisons d'habitation des militaires qui seraient incendiées la nuit par ces assaillants, rapportent les mêmes sources, qui affirment cependant que le calme est revenu dans le village Balongi.

Kinshasa : l'ONG AJECO veut lancer la « bibliothèque carcérale pour enfant » à la prison centrale de Makala. Initiée par l'Association des jeunes écrivains du Congo (AJECO), cette bibliothèque a été créée pour offrir à ces enfants privés de liberté, l'opportunité de se reconstruire par l'art et la culture, afin qu'ils réintègrent un peu plus facilement la société. Parmi les partenaires qui accompagneront ce projet figure l'Académie des Beaux-arts, a précisé son directeur général Henry Kalama. La prison de Mbandaka est la prochaine, qui accueillera une bibliothèque carcérale pour enfant, selon l'Association des jeunes écrivains du Congo.

Dimanche 23 octobre.

Nord-Kivu : les opérateurs économiques sollicitent des allègements fiscaux auprès du gouverneur militaire. Le gouverneur du Nord-Kivu, a accepté, le 21 octobre, la mise en place d'une commission mixte opérateurs économiques – gouvernement provincial pour examiner la possibilité de rabattre ou supprimer les taxes indument perçues. Accompagnés auprès du gouverneur militaire par le vice-président de l'assemblée provinciale du Nord-Kivu, ces opérateurs économiques ont expliqué au gouverneur à quel point l'insécurité a ruiné l'économie dans la partie Nord de la province du Nord-Kivu. Cette situation (camions incendiés, marchandises pillées routes en mauvais état) place plusieurs opérateurs économiques dans l'impossibilité de payer les taxes. Lundi 24 octobre un dialogue fiscal, va réunir toutes les parties prenantes afin de mettre au clair toutes ces questions.

Ituri: un mort et des véhicules incendiés dans une attaque des ADF à Some. Au moins une personne a été tuée et cinq véhicules, dont trois camions citernes, ainsi que six maisons, incendiés lors de l'incursion des ADF au village Some, territoire de Mambasa. Cette incursion a provoqué un mouvement de populations dont certaines ont été emmenés en brousse par les ennemis dans leur fuite. Cette attaque a été signalée tôt ce samedi matin. Avec leurs alliés Mai-Mai, ils ont pris d'assaut les habitants du village Some à 26 km sur la route Byakato - Mambasa.

Butembo : une vingtaine de personnes désœuvrées formées en divers métiers. Les participants ont durant une semaine été formés sur la fabrication du savon à multiple usage, de jus frais à base des fruits naturels et autres métiers. Zawadi Mangolopa Kavira, responsable de cette fondation a affirmé vouloir autonomiser les participants et promouvoir le développement au niveau local : « Des fois, nous pensons que le développement vient de l'extérieur alors que le vrai développement doit venir de nous-même. C'est-à-dire valoriser le local. C'est pour cette raison que nous avons commencé avec la formation des activités que nous pouvons faire nous-même, et ce, pour montrer à la population que nous sommes appelé à utiliser ce que nous avons ». La Fondation Zawadi Mangolopa Kavira projette une autre formation en métiers manuels dans les jours qui suivent à Butembo.

Bukavu : des jeunes formés sur l'observation du processus électoral. L'Association Karibu Jeunesse Nouvelle a bouclé, le 22 octobre, la formation sur l'observation, le monitoring du processus et le marketing électoral en faveur de 18 jeunes de la ville de Bukavu (Sud-Kivu). Cet atelier de trois jours s'est inscrit dans le cadre du projet: «Campagne d'éducation civique et de mentorat pour la participation effective des jeunes au processus électoral ». Les 18 jeunes ayant suivi cette formation font partie des 50 que l'Association Karibu Jeunesse Nouvelle a sélectionnés du Sud-Kivu. A travers cette formation, ces jeunes peuvent non seulement être candidats mais également observateurs lors de prochaines échéances. Cette formation est le premier round sur les trois qui seront organisés dans le cadre de ce projet avec les jeunes des territoires.

Lubumbashi : 14 élèves sont hors danger après avoir inhalé un produit toxique (préfet). L'auteur de ce forfait est un élève de la même école. Il serait le fils d'une autorité judiciaire du Haut-Katanga et aurait pris le flacon d'un produit toxique dont la nature n'est pas encore connue auprès des policiers qui montent la garde chez eux. Arrivé à l'école, il a aspergé ce produit dans la salle de classe de la 6e année. Une fois que les élèves l'ont inhalé, ils ont commencé à tomber les uns après les autres. Leurs collègues qui ont assisté à ce spectacle quelque peu insolite ont vite alerté le responsable de l'école pendant que le principal suspect prenait les larges. Il a été ensuite maîtrisé et puis conduit au poste de la police le plus proche. Lui et toutes les personnes qu'il a citées ont été arrêtés.

Quatre anciens gouverneurs réclament leur réintégration à l'Assemblée nationale. L'un d'eux, s'est étonné que leurs dossiers ne soient pas résolus sept mois après l'arrêt de la Cour Constitutionnelle, les réhabilitant. Il a rappelé les articles 151 et 166 de la constitution qui autorisent à un parlementaire de reprendre de plein droit son mandat, après sa fonction électorale. Contacté, le rapporteur de l'Assemblée nationale, dit connaître ce dossier et estime que cette question sera résolue entre la Cour constitutionnelle et la chambre basse du Parlement.

Rutshuru : des villages de Jomba se vident de leurs populations à la suite des combats entre Fardc et M23. Selon les sources administratives, plusieurs familles de Ntamugenga et Tarika continuent d'arriver à Rubare, une grande agglomération proche de Rutshuru-centre. Pendant ce temps, les habitants des localités de Kibanda et Rangira affluent vers le chef-lieu du territoire de Rutshuru. Pour leur part, ceux de Tchengerero et Kabindi, se sont réfugiés à Bunagana et nombreux ont même traversé la frontière vers l'Ouganda. Les mêmes sources rapportent que les populations ayant fui en Ouganda sont acheminées vers le camp de Nakivale, loin de la frontière.

Ituri : plus de 15 000 déplacés vivent difficilement à Mambasa. Ces personnes déplacées avaient fui les exactions des ADF et leurs alliés Mai-Mai sur l'axe Lolwa-Mambasa-Byakato. Certains déplacés vivent dans des hangars des églises où ils ont érigé des tentes de fortune, d'autres passent nuit dans des écoles qu'ils sont obligés de libérer le matin pendant les heures de cours. D'autres encore sont cantonnés dans des familles d'accueil qui, elles aussi, vivent dans des conditions hygiéniques déplorables, explique la société civile locale qui plaide ainsi pour une assistance urgente à ces personnes dépourvues de nourriture, de médicaments et d'abris confortables.

Kwilu : un jeune taximan moto brûlé vif à Delaboma pour vol présumé. Le coordonnateur de la société civile a condamné ce cas de meurtre par verdict populaire qui, selon lui, n'est pas le premier dans ce territoire du Kwilu. « Un taximan moto a été brûlé vif. Il était allé voler une moto quelque part, les jeunes gens l'ont surpris et ils ont jeté de l'essence sur lui et il est mort sur place ». Il a recommandé aux autorités policières de multiplier des patrouilles pour éviter de tel drame dans les jours à venir.

Affrontements Fardc-M23 : des rebelles capturés ce dimanche. Le porte-parole des opérations Sokala 2, a annoncé ce 23 octobre que certains rebelles du M23 ont été capturés lors des affrontements qui les opposent aux Fardc. Ces affrontements se sont poursuivis ce dimanche autour de la zone de Ntamugenga. Il invite la population habitant la zone où se déroulent les combats à se mettre à l'abri. **Nord-Kivu : de nouveaux déplacements de population à la suite de la reprise des affrontements dans le territoire de Rutshuru.** Les combats ont éclaté dans la localité de Rangira, et se sont étendus dans d'autres villages du groupement de Jomba dans la Zone de santé de Rwanguba. Selon les autorités locales et des organisations humanitaires, de nombreuses personnes se sont déplacées vers les localités et villages de Rangira centre, Rutsiro, Kalenger, Rubare, Rutshuru centre, Kiwanja et Matebe et d'autres dans le territoire de Rutshuru. « Des dizaines de personnes provenant de Bunagana, Kabindi et Tchengerero auraient traversé en Ouganda, selon des sources humanitaires. Depuis début septembre, le gouvernement ougandais a fermé tous les sites de transit des réfugiés et a demandé aux réfugiés congolais de se déplacer plus à l'intérieur du pays, vers le camp de réfugiés de Nakivale », ajoute le document. Les partenaires humanitaires suivent l'évolution de la situation afin de mieux estimer l'ampleur de ces mouvements et les besoins des nouvelles personnes déplacées. « Une arrivée massive des personnes déplacées est probable dans les prochains jours, notamment à Rutshuru centre et sur l'axe Rutshuru-Goma », prévient OCHA.

Lundi 24 octobre.

Combats à Rutshuru : MSF demande un corridor humanitaire pour évacuer les civils et les blessés. Sur son compte twitter, MSF souligne « alors que les affrontements entre M23 et FARDC s'intensifient à Ntamugenga, 500 personnes se sont réfugiées dans le couvent, dont des blessés. Un corridor humanitaire doit être mis en place urgemment pour évacuer civils et blessés ». MSF affirme par ailleurs, qu'il « se tient prêt à intervenir ». **Les Fardc dénoncent les attaques de leurs positions par le M23 et alliés.** Depuis jeudi 20 octobre, leurs positions sur l'axe Rangira-Rwanguba-Tchengerero, dans le territoire de Rutshuru (Nord-Kivu) ont été « la cible des rebelles du M23 et leurs alliés, les Forces de défense du Rwanda (RDF) ». Après avoir essuyé des revers sur cet axe, une autre offensive des rebelles a été lancée sur l'axe Ntamugenga où des combats se sont poursuivis le dimanche, poursuit le communiqué de l'armée. « Sur l'axe Ntamugenga, trois civils ont été tués et trente-cinq autres blessés à Nyabikoro, près de l'hôpital de Rwanguba ». Plusieurs populations ont fui la région. **Nord-Kivu : une accalmie s'observe sur différentes lignes de front entre les Fardc et le M23,** après près de 4 jours d'affrontements. Plusieurs sources dans la région parlent d'une avancée des Fardc, qui ont repoussé les rebelles sur les fronts des groupements Jomba et Busanza au Nord, alors que sur le front sud, les rebelles occupent, de leur côté, le village de Ntamugenga, en groupement de Bweza. A présent, presque toute la zone occupée par les M23, y compris Ntamugenga est vidée de ses habitants qui ont fui, les uns vers les zones sécurisées du territoire de Rutshuru, les autres vers l'Ouganda.

Bukavu : Dr Mukwege déplore les massacres de Maboya au Nord-Kivu. « Le temps est venu de mettre en œuvre les recommandations du rapport Mapping et d'adopter une stratégie nationale holistique de justice transitionnelle pour briser le cycle infernal de violence qui détruit le Congo », a déclaré Denis Mukwege, le prix Nobel de la paix. Il déplore également le pillage et l'incendie de plusieurs maisons ainsi que la destruction de l'hôpital de la communauté Baptiste du Centre de l'Afrique. Pour lui, ce énième crime de guerre s'inscrit dans la lignée de l'attaque de l'hôpital de Lemera au Sud-Kivu commis le 6 octobre 1996. Le massacre de Lemera répertorié et décrit dans le rapport Mapping publié par les Nations-Unies en 2010. L'absence de réponse de la justice tant nationale qu'internationale face à ces violations des droits humains alimente la répétition des attaques sur les structures sanitaires. Il précise que « la justice est un impératif pour consolider l'état de droit et prévenir la répétition des atrocités de masse qui endeuille les congolais ». **Beni : le SYNAMEDEC crée 3 jours de deuil après l'assassinat de Dr Kavuke.** Dans un mémorandum présenté aux autorités urbaines, à l'issue d'une

marche pacifique organisée pour dénoncer ce meurtre, le Syndicat National de Médecins et l'ordre national des médecins indiquent que, pendant ces jours de deuil il n'y aura que les infirmiers qui se rendront au service. En cas d'urgence, le médecin responsable de chaque structure pourra intervenir. Les manifestants fustigent l'insécurité persistante dans la région et qui a touché la communauté médicale. **Nord-Kivu : l'évêque de Beni-Butembo réitère son appel à la paix à la population.** L'évêque a fait cette exhortation au sortir de la messe de requiem dite à la cathédrale de Butembo pour le repos de l'âme de sœur Dr Sylvie Kavuke, l'une de sept victimes de l'incursion des présumés rebelles de l'ADF, jeudi 20 octobre dans le village de Maboya-Tingé. « Que tous, nous puissions nous lever comme un seul homme pour dire non à cette situation. S'il y a des actions bien ciblées, il faut qu'elles soient non violentes. Pas de violence. Pourquoi penser pour aboutir à la paix, il faut prendre une machette ou un fusil? Non, ce n'est pas ça. Si vous vous désarmez de vos sentiments, si vous cessez de vous mettre ensemble avec ceux qui méditent le mal, si vous savez que vous êtes avec quelqu'un de suspect, il faut savoir le dénoncer. C'est ça qu'on appelle solidarité, cela veut dire, que tout le monde a quelque chose à apporter pour édifier la paix ». **Beni : reprise timide des activités à Maboya.** La plupart des habitants ne sont pas encore retournés dans leur milieu par crainte d'une autre attaque. Néanmoins, quelques activités socio-économiques ont repris timidement. Des boutiques et écoles, qui avaient été épargnées par l'attaque, ont rouvert leurs portes ce lundi matin. Sur le plan sécuritaire, l'effectif militaire a été renforcé à Maboya pour sécuriser la population.

Kinshasa : la Ceni lance la campagne de sensibilisation à l'identification des électeurs. A cette occasion, le président de la Ceni a sollicité l'implication des parties prenantes au processus électoral dans la mobilisation de la population congolaise dans le pays et dans la diaspora. Il a confirmé que le processus électoral connaîtra en décembre prochain, le lancement de la révision du fichier électoral. Conscient des contraintes auxquelles son institution fait face, le président de la Ceni a indiqué que cet organe est décidé à tout mettre en œuvre pour accomplir la mission légale qui lui est assignée, celle d'organiser, en toute indépendance et impartialité, les scrutins libres, démocratiques et transparents.

Kongo-Central : lancement des travaux de modernisation du marché central de Matadi. Ces travaux de modernisation du marché central de Matadi (marché sud) permettront aux marchands d'avoir des étalages à l'intérieur du marché et ainsi ne plus vendre au bord des routes où ils s'exposent à des accidents. Le marché Sud a été construit en 1979 et réhabilité en 2008. Malheureusement, il n'est toujours pas exploité par les vendeurs, car mal construit et pas assez aéré. L'entreprise Mango International a la charge d'exécuter les travaux de modernisation de ce marché pour une durée de huit (8) mois, avec le financement du Gouvernement Provincial.

Irumu : 7 corps en état de putréfaction découverts à Walese Vonkutu. Selon des sources sécuritaires, ces personnes auraient été tuées par des membres d'un nouveau groupe armé dénommé Chini ya Tuna, actif dans la zone. Cette découverte macabre a provoqué la paralysie des activités dans le centre commercial de Komanda.

Ituri : 7 morts dans des éboulements de terre à Mongwalu et deux autres blessées. Ces drames sont survenus à la suite non seulement des fortes pluies diluviennes qui se sont abattues sur la majeure partie de cette cité minière mais aussi à la vétusté des puits de certaines mines. Le conseil communal de la jeunesse déplore la complicité de certains agents de l'ordre qui facilitent l'entrée clandestine des orpailleurs dans des sites vétustes de cette zone.

Le député Mudekereza recommande au gouvernement de focaliser le budget 2023 sur le social et les investissements. "Ce sera pour la première fois dans l'histoire de la RDC, d'atteindre un budget d'environ 14 milliards USD. Mais l'essentiel est que ce soit un budget social. Il faut donner plus de moyens à la défense, pour sécuriser le pays. Il faut que ce budget puisse être investi dans l'agriculture, et il faut bien payer les fonctionnaires et agents de l'Etat, et en priorité ceux de la santé et l'enseignement ». S'agissant de l'annonce sur la réduction du taux de la TVA, l'élu a indiqué que « Ça aura un impact positif, favorable, à la consommation. Aussi achetons local, consommons local, ça aura un impact positif. Nous encourageons le gouvernement dans ce sens-là ».

Mbandaka : le CNDH rappelle aux acteurs judiciaires que le droit congolais fait de la détention préventive une exception. Selon le coordonnateur provincial de la Commission Nationale des Droits de l'Homme (CNDH)/Equateur, il y a un bon nombre de cas de détention préventive en violation de la loi dans la prison centrale de Mbandaka. Parmi les objectifs d'un atelier organisé par l'ONG RCN justice et démocratie, il y a la recherche d'un changement d'attitudes et des pratiques des acteurs concernés, ainsi que la réduction durable du recours à la détention préventive irrégulière et illégale à Mbandaka.

Uvira : l'OMS remet deux ouvrages devant servir d'unité de triage dans le cadre de COVID-19. "Cette unité de triage sert à contrôler et protéger davantage le personnel de santé pour qu'au moment où le patient entre

au sein de l'hôpital, qu'il sache au moins comment les orienter vers le service spécifique pour lequel il est venu en consultation » Pour ce qui est de la situation globale depuis le début de la pandémie au niveau de la province du Sud-Kivu, "dans les statistiques on a notifié 4001 cas confirmés, dont 165 décès. ».

Mbuji-Mayi: les occupants des sites non appropriés à la construction sont sommés de déguerpir. Ils ont deux à quatre jours, pour démonter leurs constructions et évacuer ces sites avant que la mairie ne le fasse de force. Le maire de la ville de Mbuji-Mayi a pris cette décision dans deux arrêtés urbains en vue de faciliter l'agrandissement et la modernisation de l'aéroport de Bipemba qui doit atteindre 3000 mètres de longueur et 60 mètres de largeur, selon les clauses du contrat avec les entreprises qui construisent cet ouvrage.

Kalemie : des jeunes manifestent pour réclamer l'installation de l'usine de fabrication des batteries à lithium dans le Tanganyika et non ailleurs. Le lithium, l'une des matières qui entre dans la fabrication de ces batteries se trouve dans le territoire de Manono au Tanganyika. Cette marche de protestation des jeunes de Kalemie intervient près de six mois après que la Zambie et la RDC ont signé à Lusaka, un accord pour la fabrication commune des batteries électriques. Cette usine sera installée dans la province du Haut-Katanga.

Antonio Guterres : « Aujourd'hui, notre organisation est mise à l'épreuve comme jamais auparavant ». Le monde célèbre la journée des Nations unies. Cette journée offre à la communauté mondiale l'occasion de réaffirmer les idéaux énoncés dans la Charte des Nations unies. Selon le Secrétaire général de l'ONU « L'Organisation des Nations unies est née d'un espoir. L'espoir, mais aussi la volonté, après la seconde Guerre mondiale, de passer d'un conflit mondial à la coopération mondiale. Plus que jamais, nous devons faire vivre les valeurs et les principes de la Charte des Nations unies dans le monde. Et en donnant une chance à la paix et en mettant fin aux conflits qui mettent en péril des vies et compromettent le progrès mondial ».

Kinshasa : un sommet de la CEEAC sur la crise au Tchad s'ouvre ce mardi. Initiée par Félix Antoine Tshisekedi Tshilombo, président en exercice de la CEEAC, cette session est consacrée exclusivement au processus de transition politique en République du Tchad, dans le cadre du conseil de paix et sécurité de l'Afrique centrale (COPAX). Elle devrait aboutir à la désignation d'un médiateur de la CEEAC en vue d'accompagner le processus politique du Tchad, selon une source proche de l'organisation, cité par une dépêche de la présidence congolaise.

Sama Lukonde lance le forum économique "Makutano". En présence de quelques membres du gouvernement, des diplomates, des chefs d'entreprises étatiques et privées ainsi que des délégués venus de plus ou moins trente pays, le chef du gouvernement a salué l'initiative de Makutano. Celle-ci favorise un dialogue quadripartite entre investisseurs nationaux et internationaux, l'Etat central, les autorités locales et les entrepreneurs locaux en vue de proposer une réponse appropriée aux défis actuels, dont celui du développement de 145 territoires de la RDC. Les secteurs tels que l'agriculture, l'agrobusiness, l'énergie, le transport et les infrastructures sont particulièrement concernés dans cette édition de Makutano, « dans une logique de patriotisme économique face à l'urgence ». Vingt-six écrivains et auteurs sont également à l'honneur avec leurs œuvres.

Mardi 25 octobre.

Satisfecit du FMI sur la stabilité macroéconomique. La conseillère du département Afrique et cheffe de mission du FMI pour la RDC, a fait cette déclaration à l'issue de sa rencontre à Kinshasa avec le Premier ministre. Les réformes entreprises par le gouvernement congolais pour l'amélioration du climat des affaires et dans la gestion des finances publiques constituent des points de satisfecit que note la cheffe de mission de cette institution de Bretton Woods. En présence des ministres du Budget et des Finances et de la gouverneure de la Banque centrale du Congo, Mercedes Vera Martin a estimé que nonobstant des risques dus à des facteurs exogènes sur les prix des matières premières, l'économie de la RDC est sur la bonne voie.

Kongo-Central : la cité de Lukala plongée dans le noir depuis un mois. Le transformateur qui alimente cette entité est tombé en panne. Ce manque d'électricité est à la base de la recrudescence de l'insécurité dans cette partie du pays. Les petites et moyennes entreprises œuvrant dans la vente de vivres frais en pâtissent aussi.

Kisangani : les détenus de la prison centrale bénéficient des vivres et non vivres. La gouverneure de la Tshopo, a remis, le 22 octobre, un lot de vivres et non vivres à la prison centrale de Kisangani. Elle a profité de cette visite pour s'imprégner également des conditions carcérales des détenus de cette prison. A l'occasion, le directeur de la prison a exhorté d'autres personnes à emboîter les pas à l'autorité provinciale afin de venir en aide à ces prisonniers.

Installation du comité scientifique d'élaboration de la politique nationale de justice transitionnelle. Avec l'appui du BCNUDH, cette structure devra, au bout de deux mois « élaborer une stratégie nationale de justice transitionnelle pour la RDC. C'est-à-dire, conceptualiser les termes de référence de notre justice, élaborer une feuille de route à mettre à la disposition du gouvernement pour que la justice transitionnelle devienne une réalité concrète dans notre pays ». Dans la plupart des cas, les victimes des crimes demeurent sans réparation quand l'Etat congolais y est condamné par un tribunal. Pour sa part, madame le directeur de cabinet adjoint du Chef de l'Etat, a rassuré de la détermination l'Etat congolais à indemniser les victimes.

Lancement des travaux de validation du projet de loi sur la culture et des arts. Ces assises de deux jours se tiennent au Musée national de la RDC. Ce forum consiste à faire valider la dernière version du texte à déposer comme projet de loi au cabinet du ministre.

Kinshasa : des opérations gratuites d'ophtalmologie se déroulent à l'ex-Mama Yemo. La 8ème campagne des opérations gratuites d'ophtalmologie se tient du 24 au 31 octobre. Cette campagne d'une semaine vise à venir en aide aux malades démunies. Plusieurs centaines de personnes atteintes des maladies oculaires, notamment de la cataracte se sont présentées lundi dernier à cet établissement hospitalier.

Le Sénat adopte 20 projets de lois de ratification. Ces textes n'attendent plus que leur promulgation par le Chef de l'Etat. Il s'agit notamment des projets de loi relatif à la promotion de l'entrepreneuriat et des startups, à la promotion de l'artisanat, celui portant programmation militaire 2022- 2025 et celui portant coopération technique et économique dans le domaine des investissements d'infrastructures entre la RDC et l'Etat de Qatar.

Kasaï-Oriental : John Tshibangu prend ses fonctions à la tête de la 21e région militaire. Cet officier des Fardc a appelé la population à collaborer avec l'armée pour ramener la paix dans cette contrée : « ...à la population, non seulement du Kasaï-Oriental, mais aussi de toutes les provinces qui sont sous notre commandement, nous disons que nous sommes ici pour travailler, pour ramener la paix, les sécuriser ». Le général John Tshibangu a par ailleurs affirmé placer son mandat sous le signe du bien-être de la population.

Nord-Kivu : situation tendue sur les lignes de front entre les Fardc et le M23. Des combats se sont poursuivis entre les belligérants en fin de la matinée ce mardi dans le groupement Busanza, au Nord de la cité de Bunagana. L'armée congolaise maintient toujours ses positions de Kibaya, sur le front Nord, proche de Bunagana et celles de Kabindi, sur le front Ouest, dans le groupement de Jomba, une dizaine de kilomètres de Bunagana. L'on signale des mouvements des troupes des rebelles vers Tchengerero et Ntamugenga, en groupements de Jomba et de Bweza.

Bukavu : suspension de 3 autorités scolaires pour non-application de la gratuite et mauvaise gestion. Les directeurs de l'EP Nyalukemba et EP Muhungu sont suspendus pour avoir demandé la "prime" à l'école primaire, alors que, la gratuité concerne les écoles primaires. Le préfet de l'Institut de Bagira est accusé de désaffectation et mauvaise gestion des frais alloués au fonctionnement. Il aurait dilapidé plus de 7 000 USD non justifiés.

Djugu : plus de 20 000 enfants de déplacés ont repris l'école grâce à la présence de la Monusco, aux sites de Jaiba, Jina et Bule, territoire de Djugu (Ituri). Certaines écoles ont été placées aux environs proches des bases de la Monusco pour fonctionner. Le manque de vivres et de fournitures scolaires découragent certains enfants de fréquenter l'école dans certains sites comme à Kigonze.

Sénat : adoption de la loi sur la modification du statut des magistrats congolais. Le président de la République a dénoncé, 7 octobre, certaines actions ou décisions judiciaires à la limite du hasard. Un constat qui trouve des réponses dans la proposition de loi, visant à modifier certaines dispositions du statut de magistrats qui régit l'entrée dans la carrière, l'injonction du ministre de la Justice sur le ministère public, le pouvoir disciplinaire des chefs des juridictions notamment et la conséquence de la condamnation à la prise à partie. D'après cette loi, tous les candidats retenus après concours seront confirmés magistrats à l'issue d'une formation de douze mois à l'Institut national de formation judiciaire.

Kinshasa abrite le Sommet de la CEEAC. La cité de l'Union africaine, à Kinshasa, abrite depuis ce mardi 25 octobre la session extraordinaire de la Communauté Économique des États de l'Afrique Centrale. Ce deuxième sommet de Kinshasa est consacré exclusivement au processus de transition politique en République du Tchad, dans le cadre du conseil de paix et sécurité de l'Afrique Centrale (COPAX).

Kongo-Central : la Snel annonce le remplacement de 30 000 mètres de câbles, pour assainir les réseaux de la province : « Ce que nous avons reçu de notre hiérarchie va nous aider à commencer par éliminer là où il y a des fils non isolés qui se cassent et qui causent les dégâts sur les réseaux ».

Tanganyika : début de construction de la première station-service à Kongolo. Dans le territoire de Kongolo, les vendeurs de carburant ont l'habitude de stocker de l'essence dans des maisons d'habitations, des dépôts et même dans des boutiques. Au mois de mai dernier, des incendies ont eu lieu dans des dépôts et plusieurs maisons de la cité de Kongolo, causant d'énormes dégâts à la suite de l'explosion des dépôts de carburant.

Malemba Nkulu : un directeur d'école suspendu pour avoir séquestré 4 élèves. Le directeur suspendu a affirmé avoir séquestré ces écoliers pour avoir profité du temps de la récréation pour cueillir des mangues avec les pierres. Malheureusement, un projectile a blessé une autre élève à l'œil. Craignant que les parents de l'élève ne viennent s'en prendre à eux, il a jugé bon de les sécuriser en les enfermant dans l'armoire. Cette explication n'a pas convaincu le Diprosec qui a demandé à l'inspecteur chef de pool de suspendre le directeur séance tenante, en attendant les résultats des enquêtes menées sur le sujet.

Beni : le bourgmestre de Bulongo appelle les jeunes à se désolidariser de milices. Selon le bourgmestre de la commune, la population doit rester vigilante et continuer à collaborer avec ses services, alerter en temps utile et opportun, "pour que nos services puissent arriver à bouter dehors l'ennemi qui nous écume chaque jour". Le mariage civilo-militaire se renforce de jour en jour avec le nouveau mécanisme mis en place par le comité communal de sécurité. Celui-ci consiste à se rapprocher de la population dans les cellules et quartiers de la commune rurale de Bulongo pour récolter les recommandations de la population sur la sécurité de cette entité.

Nord-Kivu : inquiétudes de la population de Nyamilima face au retrait de la Monusco. Après quatorze ans de présence, la Monusco ferme sa base militaire dans la région de Nyamilima, territoire de Rutshuru (Nord-Kivu), en collaboration avec les autorités provinciales. Cette zone infestée des groupes armés, locaux et étrangers à une centaine de km de Goma, sur l'axe Ishasha à la frontière avec l'Ouganda. Ce qui explique les craintes de la population locale, qui demande que des dispositions soient prises pour garantir sa sécurité. A cette situation s'ajoutent les conflits des terres, en l'occurrence celui qui oppose la population au parc national des Virunga. Pour le fonctionnaire délégué du gouverneur dans la région, le moment est mal choisi, alors que la région est dégarnie des militaires à cause des affrontements contre le M23 vers Bunagana. Il témoigne que cette base de la MONUSCO était dissuasive devant les groupes armés.

Le BCNUDH condamne les menaces contre les journalistes. Depuis le début de l'année, de plus en plus de journalistes couvrant l'actualité en RDC sont la cible de menaces d'arrestation par les services de renseignements, d'agression physique et d'autres formes de harcèlement. Les libertés d'information, d'opinion et d'expression sont constitutionnellement protégées et garanties par les lois en vigueur en RDC. Il appartient aux autorités de tout mettre en œuvre pour construire un environnement sécurisé propice au développement d'une presse libre et indépendante, selon le Bureau conjoint des Nations unies aux droits de l'homme. Ce dernier continue à plaider pour l'adoption des lois relatives à la liberté de la presse et réitère son soutien aux autorités, aux associations des journalistes et ONG pour la promotion et la protection des droits des journalistes.

Fermeture du site des déplacés de Kwamouth à Bandundu. Ce site a été fermé par la commission humanitaire mise en place par la délégation gouvernementale qui avait séjourné dans cette ville la semaine dernière. Les déplacés ont reçu des vivres et produits non-alimentaires, y compris une enveloppe de 200.000 FC (10 USD) par ménage comme frais de transport et de réinsertion de la part du gouvernement congolais. Plusieurs d'entre eux, qui étaient hébergés au centre d'accueil collectif de Malebo à Bandundu, ont plié bagages et quittent Bandundu pour se diriger vers des lieux de leur choix ; notamment leurs villages natals. La plupart d'entre eux ne veulent plus retourner à Kwamouth, où ils vivaient avant de fuir vers Bandundu. Tous les pavillons où logeaient ces déplacés sont fermés sur ordre des autorités. La société civile du Kwilu condamne cette fermeture, estimant qu'elle est prématurée et malvenue. Car, selon elle, les assaillants de Kwamouth sont encore dans la nature et survivent des élevages et des produits agricoles de ces paysans à qui on a demandé de « rentrer dans la gueule du loup ».

Mercredi 26 octobre.

Combats Fardc-M23 : des élus de Rutshuru appellent Félix Tshisekedi à stabiliser leur contrée. Ces députés exhortent le commandant suprême des Fardc, Félix Tshisekedi, « à user désormais du pouvoir lui conférer par le peuple congolais et la constitution, pour laver l'humiliation de la population congolaise conquise par le Rwanda sous le paravent du M23 ». Ils déplorent, en particulier, les largages des bombes sur les villages habités par les civils, tuant plusieurs enfants, femmes et hommes, et blessant d'autres ». **Poursuite des combats**

entre Fardc et M23 dans le territoire de Rutshuru. Les combats se sont intensifiés tôt ce matin 26 octobre, dans le territoire de Rutshuru, sur différents fronts. Ce qui sème la panique au sein de la population. **Goma : la société civile de Nyiragongo apporte son soutien aux FARDC engagées dans les combats à Rutshuru.** « Notre structure appelle la population à la vigilance tous azimuts pendant cette période où l'ennemi est en position de faiblesse face à la puissance de feu des Fardc sur différentes lignes de fronts en territoire de Rutshuru. L'ennemi cherche à s'infiltrer à partir de secteur Mikeno pour déstabiliser le territoire de Nyiragongo, via le groupement Kibumba, à quelques kilomètres de la ville de Goma ».

Tshopo : sensibilisation sur l'application de la politique nationale de l'aide. « L'objectif poursuivi est que le gouvernement congolais puisse d'abord afficher le leadership en matière de coopération au développement. Les partenaires au développement doivent également s'aligner aux priorités de développement, assurer aussi le suivi et évaluation des ressources reçues. La Tshopo est bénéficiaire de ces échanges puisqu'ici à la Tshopo, madame le gouverneur dispose aussi des priorités » Parmi ces priorités il y a la réhabilitation des routes de desserte agricole, des ponts, la construction des infrastructures sociales et l'amélioration de desserte en énergie électrique.

Budget 2023 : l'Union sacrée appelle à la réduction du train de vie des institutions du pays. Ils ont fait ce plaidoyer au cours d'un échange organisé à Kinshasa à la veille de l'examen et débat du projet du budget 2023 à l'Assemblée nationale. A l'occasion, le chef du gouvernement, a noté une avancée significative dans le projet du budget exercice 2023, revu à plus de 14 milliards USD. Selon le Premier ministre, plus de 10 milliards USD de ce budget proviendront des ressources propres, soit une augmentation de près de 32% par rapport au budget 2022.

Maniema : UNFPA a payé les frais académiques pour 13 étudiantes de la filière sage-femme de l'ISTM-Kalima. Le Fonds des Nations unies pour la population a aussi remis les d'entérinement des diplômes pour les finalistes de cette filière. L'enveloppe globale que l'UNFPA a remise à l'ISTM-Kalima est estimée à 3 300 USD. Pour les bénéficiaires, cette assistance de l'UNFPA est une bouffée d'oxygène à leurs parcours académiques. Mais

« nous prions à UNFPA de continuer à appuyer la section sage-femme en octroyant aux apprenants des bourses d'études, en appuyant l'ouverture du deuxième cycle de la filière sage-femme et en organisant la reconversion ».7

Beni : fonctionnement normal des structures médicales malgré la grève des médecins. Au sein de toutes les structures sanitaires les personnels soignants font tout leur possible pour que l'absence des médecins ne crée pas de préjudices aux patients. Toutefois, les infirmiers se disent surchargés par le volume de travail. Le SYNAMED a déclenché la grève pour déplorer l'assassinat, le 20 octobre, de la docteur Sœur Marie Sylvie Kavuke.

Haut-Uele : un député alerte sur l'incursion des hommes en armes à Walese. Des hommes armés non autrement identifiés ont investi dans la nuit de dimanche à lundi 24 octobre quelques villages de la chefferie Walese, en territoire de Watsa, dans la province du Haut-Uele. La présence de ces hommes en armes a provoqué la panique des populations locales.

Lancement d'un projet transfrontalier sur la paix et la sécurité entre la RDC et le Burundi. Ce projet dont le lancement officiel, a lieu le 22 octobre dans la ville d'Uvira, va durer 6 mois et s'exécute simultanément au Burundi, au Rwanda, en Ouganda et en RDC. Ce projet vise à encourager les communautés de la sous-région à participer aux efforts de sensibilisation de leurs membres pour quitter les groupes armés.

Beni : le conseil de Fiston Isambiro salue l'annulation de la peine de son client par la Cour militaire. La partie défenderesse de Fiston Isambiro, l'un des leaders du groupe de pression Véranda Mutsanga à Beni, salue le verdict rendu le 25 octobre en faveur de son client par la Cour militaire du Nord-Kivu, siégeant en matière répressive au deuxième degré. Cette décision annule la condamnation de Fiston Isambiro à 10 ans de prison ferme.

Nord-Kivu : la SYOPADI estime à plus de 2 500 les victimes des mines dans la province. La Synergie des organisations paysannes de développement intégral, a présenté ces chiffres, lors d'une journée de sensibilisation sur les droits et besoins des victimes des mines à l'Est de la RDC. L'objectif de cette activité est de faire un plaidoyer auprès du gouvernement congolais en faveur de ces victimes, car la plupart n'est pas encore pris en charge, ni par les structures étatiques, ni par les non étatiques.

Rutshuru : l'ICCN poursuit la pose de la clôture électrique le long des limites du PNVi. C'est la grande partie du groupement Bukoma qui est concernée par la deuxième phase de ces travaux qui s'étendront vers la rivière Kabaraza, à proximité de Mabenga et iront jusqu'à la Rivière Nkwenda, qui va durer dix semaines.

Beni : des Mai-Mai neutralisés et d'autres capturés par les Fardc. Trois combattants Mai-Mai ont été neutralisés et quatre autres capturés par les Fardc dans la soirée du 25 octobre dans la localité Karuruma, en chefferie de Bashu, dans le territoire de Beni (Nord-Kivu). Ces Mai-Mai, membres de la coalition Baraka et Mazembe, sont venus attaquer une position militaire des FARDC dans cette localité.

Bukavu : baisse du prix carburant à la pompe. Le litre d'essence est passé de 1.75 à 1.25 USD. Les opérateurs économiques du secteur pétrolier confirment que la baisse du prix observée à Bukavu est une conséquence du réajustement des prix à partir de Kigali (Rwanda) où les importateurs s'approvisionnent.

Goma : la société civile de Nyiragongo apporte son soutien aux FARDC engagées dans les combats à Rutshuru. « Notre structure appelle la population à la vigilance tous azimuts pendant cette période où l'ennemi est en position de faiblesse face à la puissance de feu des Fardc sur différentes lignes de fronts en territoire de Rutshuru. L'ennemi cherche à s'infiltrer à partir de secteur Mikenko pour déstabiliser le territoire de Nyiragongo, via le groupement Kibumba, à quelques kilomètres de la ville de Goma ».

Bunia : assistance alimentaire du PAM en faveur de plus de 6 mille ménages à Djugu. Au total, 6604 ménages estimés à près de 18 mille personnes reçoivent cette assistance. Celle-ci est composée de farine de maïs, de petit poids, de haricot ainsi que de l'huile végétale, a indiqué le chargé de communication de l'Association des Jeunes pour le développement communautaire. Cette organisation locale procède à la distribution de ces vivres avec la Caritas-Développement, une organisation internationale catholique. La distribution va durer sept jours.

Kinshasa : le gouvernement assiste les déplacés venus du grand Bandundu, qui ont trouvé refuge à Maluku (Kinshasa) et à Kenge (Kwango). Cette assistance est constituée notamment des produits pharmaceutiques, des mousses et des produits alimentaires. Ces déplacés ont fui les attaques meurtrières qui sont parties d'un conflit communautaire au territoire de Kwamouth, dans la province de Mai-Ndombe.

Beni : rareté de poissons dans le lac Édouard. Le communicateur de la Coopérative des pêcheries de Virunga est d'avis que le lac Edouard fait face à la surexploitation avec plus de 6 000 pêcheurs au lieu de 1187 reconnus. Il a ainsi appelé à l'identification et limitation de nombre de pêcheurs sur le lac Edouard.

Kasaï-Oriental : lancement du programme de développement de 145 territoires. Ce programme prévoit, dans un premier temps, la construction de 18 infrastructures scolaires et 14 centres de santé moderne dans les territoires de Lupatapata et Katanda. 6 agences locales d'exécution ont été sélectionnées pour la construction de ces ouvrages.

Les notables exigent que les recettes du PNKB bénéficient aux communautés riveraines proportionnellement à leur engagement de conservation. Les notables du secteur des Bakano, en territoire de Walikale déclarent que ces communautés riveraines du Parc National de Kahuzi Biega profitent moins ou pas du tout, des retombées financières de cette conservation. Cela, proportionnellement à la valeur de 21.54% de superficie du PNKB qui est localisée dans ce secteur. Cette superficie représente près des trois quarts de l'étendue du secteur des Bakano. Autrement dit, le parc occupe un espace plus vaste que celui habité dans ce secteur. Ils demandent que des mécanismes nouveaux susceptibles de renforcer l'engagement des communautés riveraines dans la lutte contre le réchauffement climatique soient mis en place.

Uvira : le groupe de contact de l'Accord cadre d'Addis-Abeba en mission pour le désarmement et le rapatriement des combattants armés étrangers. de délégués des 5 pays membres dont l'Ouganda, le Rwanda, le Burundi, la Tanzanie et la RDC, cette mission permettra à l'équipe de recueillir les avis de différentes parties prenantes dans la région d'Uvira et solliciter l'appui des leaders locaux notamment les groupes de pression, les chefs coutumiers, les structures de la société civile, les représentants des confessions religieuses, les associations des femmes et de la jeunesse. Avec la Monusco, l'équipe a échangé autour des questions épineuses de ces groupes armés étrangers parmi lesquels des rebelles burundais de Red Tabara, de FNL d'Aloïs Nzabampema ainsi que des combattants rwandais du CNRD dont plus de deux mille dépendants, signalés à Kilembwe, dans le territoire de Fizi, souhaitent leur rapatriement volontaire au Rwanda. Les membres de cette mission ont exprimé le vœu de connaître les raisons qui sous-tendent les intentions de retour de tous ces groupes armés étrangers. « C'est pour éviter que des gens qui ont commis des violations des droits de l'homme dans leur pays d'origine ne profitent du processus DDRRR pour échapper à la justice selon l'esprit de l'Accord-cadre d'Addis-Abeba », ont-ils expliqué.

Affrontement Fardc-M23 : le président de l'Assemblée nationale appelle à l'unité nationale pour « bouter l'ennemi dehors ». Dans son allocution d'ouverture de la plénière de mardi, a condamné l'agression rwandaise et a félicité le chef de l'Etat pour ses efforts diplomatiques face à cette crise. Il a salué aussi les récentes nominations au sein des Fardc et invite la population et tous les acteurs de la vie publique de la RDC à « transformer la souffrance et les larmes des congolais par le courage d'affronter l'ennemi jusqu'à son dernier retranchement ». La souffrance des populations victimes des affres de la guerre ne peut laisser indifférents les acteurs de la paix.

Kinshasa : des ingénieurs congolais et africains œuvrent pour améliorer les services d'internet en RDC. Une vingtaine d'ingénieurs congolais et africains ont indiqué qu'"il faut améliorer l'outil Internet de la RDC devenu faible et le mettre à niveau pour un accès rapide à l'information". Ces experts en informatique, réunis au sein de l'ASBL Internet service provider association (ISPA), sont en session du 25 au 30 octobre, session qui vise l'usage optimal d'Internet et l'amélioration du système pour le bien non seulement des Congolais et de tous les Africains.

Ce groupe d'ingénieurs pense apporter une solution à travers la formation qu'il organise.

A l'ONU, la RDC exige le retrait des troupes rwandaises de Bunagana. Le représentant permanent de la RDC au Conseil de sécurité de l'ONU, a fustigé l'occupation de Bunagana par le Rwanda sous couvert de rébellion du M23 depuis plus de quatre mois. Dans ses recommandations, il a demandé notamment au Conseil de sécurité d'exiger un retrait sans conditions des troupes rwandaises et du M23 de Bunagana et d'autres parties du territoire de Rutshuru et de condamner fermement le Rwanda par une résolution.

Goma : 70 responsables d'écoles suspendus de leurs fonctions. Il est reproché à ces chefs d'établissements l'insubordination et la vente des uniformes, des logos d'écoles, des journaux de classe et des cahiers de communication dans leurs écoles. La suspension n'est pas une révocation ou exclusion définitive : "les gestionnaires concernés pourront clôturer les dossiers en bonne et due forme. La durée (de suspension) varie d'une faute à l'autre. Et ça dépend mais ça ne peut pas dépasser trois mois".

Maniema : l'ONG AGIREC condamne les tracasseries et tortures dans les mines de Kalima, par certains individus, en tenues militaires sans déontologie, ni formation et sans niveau d'études. C'est pourquoi l'ONG Agir pour la reconstruction de notre espace et la convivialité dénonce avec énergie les arrestations arbitraires, les tracasseries et tortures sur la population et les exploitants miniers artisanaux dans les sites miniers ainsi que l'affectation des personnes inconnues à la justice militaire. « Nous sollicitons de l'auditeur militaire de constituer une équipe d'enquêteurs pour descendre dans les sites miniers cités pour avoir les informations correctes sur les personnes civiles affectées par l'auditorat », a insisté Ramazani Alimasi.

Haut-Lomami : le cholera sévit à Malemba Nkulu. Le gouvernement provincial et ses partenaires ont disponibilisé des intrants pour faire face à cette épidémie, qui a déjà causé mort d'hommes. La société civile locale plaide pour la multiplication des points de chloration d'eau et l'intensification de la sensibilisation de la population par les relais communautaires sur les mesures d'hygiène à observer.

Jeudi 27 octobre.

Kisangani : l'Unicef appelle les autorités à sauver le dépôt régional de vaccins. Cet entrepôt déconcentré et de conservation de vaccins et autres produits de santé destinés à huit provinces du pays est le fruit de l'alliance entre GAVI et l'Unicef pour une enveloppe globale de plus de 4 millions USD. Depuis sa remise aux autorités en novembre 2021, l'entrepôt fonctionne grâce à l'Unicef. Cette agence onusienne pense déjà à se désengager. Il faut alors que les autorités provinciales se préparent à en assurer la relève. C'est ce qui justifie ce plaidoyer du chef de Bureau de l'Unicef /Kisangani, auprès de la gouverneure : « J'attends son appui en termes de plaidoyer déjà pour que les factures d'électricité, la fourniture en électricité puisse se faire de façon correcte au niveau de cet entrepôt et mais également que le personnel administratif puisse être déployé dans les semaines, les mois qui viennent pour assurer la relève des partenaires... » Cet entrepôt est géré par le Programme élargi de vaccination (PEV).

Bandundu : UNFPA et OCHA luttent contre l'exploitation et les abus sexuels par des travailleurs humanitaires. Le Fonds des Nations Unies pour la population, (UNFPA) en collaboration avec le Bureau de coordination des affaires humanitaires (OCHA) ont formé 30 personnes à Bandundu sur les moyens de prévention et de lutte contre l'exploitation et les abus sexuels commis par des travailleurs humanitaires. Du 25 au 26 octobre, les acteurs des ONG nationales et internationales, de l'administration publique, les prestataires de la santé et des membres de la police ont pris part à cette formation. A travers ces personnes formation ils veulent créer un réseau des formateurs et formatrices pour lutter contre l'exploitation et les abus sexuels des travailleurs

humanitaires. Lors de cette formation, un numéro vert, le 495555, a été mis à la disposition des participants pour dénoncer des cas d'abus sexuels des travailleurs humanitaires.

Pape Francois: « Je déplore vivement l'agression inacceptable à Maboya où des personnes sans défense ont été tuées ». Au cours de l'audience générale du 26 octobre à la place Saint-Pierre à Vatican(Rome), le souverain pontife a condamné cette attaque qui a coûté la vie à 7 civils dont une religieuse, médecin au centre de santé de Maboya. En priant pour les victimes de Maboya et leurs familles, le Pape a également porté dans sa prière « la communauté chrétienne et les habitants de cette région, épuisés par la violence depuis trop longtemps ».

Goma : plus de 100 détenus souffrent de la tuberculose à la prison de Munzenze. Selon le médecin directeur du centre hospitalier de cette maison carcérale, cette statistique a été révélée après le dépistage effectué au sein de la prison de centrale de Munzenze, par son équipe médicale avec le soutien de l'ONG MSF-Hollande. Il a indiqué que l'appui considérable de l'ONG- MSF-Hollande a contribué tant soit peu à l'amélioration de l'environnement sanitaire et hygiénique dans la prison de Munzenze à Goma.

Ituri : le gouvernement provincial remet officiellement 3 bâtiments sanitaires à l'hôpital général de Bunia, ainsi qu'un bloc opératoire. Cette dotation vise, non seulement, à augmenter la capacité d'accueil des malades au sein de cet hôpital qui reçoit quotidiennement des blessés de guerre ; mais aussi permettre l'accès aux soins de santé de qualité à toute la population démunie. Cette action financée par l'ONG Memisa Belgique, va contribuer à la réduction de taux de mortalité en province.

Kinshasa : la viande de chien de plus en plus consommée par certains kinois. La viande canine est de plus en plus consommée par des habitants de Kinshasa. Si cette viande fait partie de la gastronomie de certaines régions de la RDC, comme le Kasai, c'est seulement depuis quelques années qu'elle a fait son entrée dans les habitudes culinaires de certains kinois. Quelques restaurants de fortune, appelés « Malewa » la proposent dans leurs menus.

Goma : la COVID-19 n'est plus un problème de santé publique au Nord-Kivu (expert). Ces experts basent leur affirmation sur les statistiques de cette pandémie dans la province, qui sont de seulement 6 cas actifs actuellement. Dr Dan Kapuku a rappelé qu'il est toujours impérieux de poursuivre avec les activités de vaccination et atteindre une couverture vaccinale des personnes complètement vaccinées ».

Haut-Lomami : 3 personnes décèdent à la suite d'une maladie inconnue à Mulongo. Une quatrième est encore admise à l'hôpital général de Malemba Nkulu. D'après le ministre provincial de la santé, ces quatre personnes ont présenté cette maladie avec des mêmes signes notamment la paralysie des quatre membres. Des échantillons ont été prélevés pour des analyses afin de déterminer la nature de cette maladie, a-t-il indiqué.

Kindu : un militaire condamné à la peine capitale pour avoir tué un homme. Ce soldat avait tué un taximan moto le 18 octobre, à Lwama et l'a enterré dans une parcelle en chantier, après lui avoir ravi sa moto.

Bukavu : le programme DDRC-S lance les travaux de l'élaboration de son plan opérationnel provincial. "Ce plan opérationnel provincial portera sur les activités concrètes à exécuter dans nos territoires, dans nos chefferies, dans nos secteurs, dans nos groupements en vue d'apporter la solution aux problèmes de paix et de cohésion, du relèvement dit des communautés, et de la réintégration ainsi qu'à ceux de la stabilisation. Vu sous cet angle, l'élaboration du plan opérationnel provincial dépasse le simple cadre technique du fait qu'elle concerne la vie des communautés, l'amélioration de leur environnement social et sécuritaire, mais aussi l'amélioration de l'environnement économique". Cet atelier prendra fin le samedi 29 octobre.

Haut-Lomami : 4 zones de santé touchées par le poliovirus sauvage sur les seize que compte la province. Le ministre provincial de la santé annonce des actions à mener pour stopper la circulation du virus de la poliomyélite « c'est l'organisation de la riposte, la sensibilisation de la communauté avec la recherche systématique des enfants zéro dose. Cela va permettre la récupération de tous ces enfants qui échappent à la vaccination de routine ».

Nord-Kivu : la centrale de Matebe touchée par un obus lors des combats entre l'armée et le M23. La centrale hydroélectrique du Parc National des Virunga a, une nouvelle fois, été touchée par un obus lors des combats entre les Fardc et le M23 dans la localité de Rangira, territoire de Rutshuru (Nord-Kivu). L'entreprise Virunga Énergie qui supervise cette centrale, précise que les réparations des dégâts subis exigent le déploiement des techniciens sur le site. Ce qui paraît impossible actuellement, vu que Matebe est située au cœur de la zone

des combats. **Les combats se poursuivent entre Fardc et M23 à Rutshuru occasionnant les déplacements des populations.** Les combats ont repris à 5 h vers Kanombe et Nyesisi, dans le groupement de Kisigari, plus proche de la base militaire de Rumangabo. Au même moment, d'autres détonations d'armes lourdes et légères ont été entendues vers le village Chumirwa, près de Kako. Pris de panique, plusieurs habitants des agglomérations de Rugari, Kalengera, voire Kabaya à Rumangabo abandonnent leurs milieux pour se mettre à l'abri.

Tirage au sort des 9e jeux de la francophonie ce samedi à Kinshasa. Ce tirage concerne le football et basketball pour le moins de 20 ans. Les dispositifs nécessaires sont mis en place pour la réussite de cet événement. 32 pays ont déjà confirmé leur participation sur les 42 pays qui avaient exprimé l'intention de participer à la 9^{ème} édition des jeux de la francophonie. Les visas seront gratuits pour les athlètes, pour faciliter leur participation à ces jeux qui se dérouleront du 28 juillet au 6 août 2023 à Kinshasa.

Kinshasa : les pluies torrentielles entravent les travaux de réhabilitation de la route Kimwenza. La route Kimwenza qui va de l'avenue By-pass jusqu'à l'université Loyola de Kimwenza, est légèrement endommagée par les eaux de pluie. D'abord au niveau l'Institut supérieur des techniques médiales (ISTM) et au centre neuro-psycho-pathologie (CNPP), les eaux de pluie ont emporté la terre de part et d'autre. Un peu plus loin, à l'arrêt communément appelé Saï-Saï juste après l'arrêt Mabanga, une bonne partie de terre a disparu. A cause de ces dégâts de pluie, les travaux de construction des caniveaux sont presque suspendus. Ce qui rend difficile le passage des véhicules.

L'Assemblée nationale vote le projet de loi sur la traite des personnes. L'Assemblée nationale a voté le projet de loi modifiant et complétant le décret du 30 janvier 1940 portant code pénal en matière de la prévention et de la protection de la traite des personnes. « On s'est rendu compte que beaucoup de Congolais, des enfants et des personnes vulnérables sont exploités par le travail forcé, sans rémunération et parfois vivant dans des conditions indignes de la personne humaine », a expliqué le député national, président de la Commission permanente Droits de l'homme. Pour lui, la représentation nationale a pris l'initiative « de modifier le code pénal congolais pour l'adapter à tous les instruments internationaux, notamment la Charte africaine des droits de l'homme ».

Matadi : près de 1 000 commerçants escroqués par un établissement de micro crédit appelé M-Duka. M-Duka aurait son responsable au niveau national à Kinshasa. Elle a commencé à percevoir une mise de 10 USD auprès de plus de 800 petits commerçants pour souscrire à un crédit de 450 USD par personne, remboursable pendant une année. Ces personnes qui ont placé leur mise ont soupçonné les responsables locaux de cette structure d'être des escrocs, au regard des dernières explications qu'ils leur ont fournies, selon lesquelles, le crédit sera accordé par groupe et non plus par individu. C'est ce qui les a poussés à demander d'être remboursé. Alertées, la police et l'autorité urbaine les ont escortés jusqu'à la banque pour récupérer l'argent et rembourser tous les plaignants, mais malheureusement le compte bancaire de la structure M-Duka, n'avait qu'un solde de 1700 USD. Les trois responsables de cette micro finance ont été mis sous mandat d'arrêt.

Validation du système de suivi et remédiation de travail des enfants dans les mines. Cette activité vise l'objectif « zéro enfants dans les mines artisanales à l'horizon 2025 » à travers le Projet « combattre le travail des enfants dans les chaînes d'approvisionnement de cobalt en RDC » (COTECCO). Le secrétaire général aux Mines a encouragé les partenaires techniques et financiers à s'aligner derrière le ministère des Mines pour évacuer les enfants de sites miniers du pays.

Félix Tshisekedi réitère son engagement de promouvoir le secteur économique privé. Lors de la clôture de la 8e édition du forum économique « Makutano », à Mbuji-Mayi, le chef de l'Etat a rassuré le secteur privé de l'accompagnement du gouvernement congolais. L'initiatrice du forum a indiqué qu'il est temps de prendre conscience « de la responsabilité individuelle et collective de construire leur province ».

Vendredi 28 octobre.

Combats Fardc-M23 : Felix Tshisekedi appelé à installer son quartier général à Goma, ainsi que le chef-d'Etat-major général des Fardc. Cela leur permettra de suivre de près la situation humanitaire catastrophique, créé à la suite des combats entre Fardc et M23, dans le territoire de Rutshuru. Les populations de ce coin du pays sont obligées de fuir, les uns en direction de Goma, les autres vers Mabenga et Binza. Les femmes, les enfants et les vieillards sont tous dans les rues, sans avoir à manger, à boire et sans également savoir où se diriger.

Lancement du projet « Usalama » pour répertorier les engins roulants et les chauffeurs professionnels. « Le projet Usalama voudrait aider le gouvernement d'avoir un répertoire de tous les engins roulants et un contrôle numérisé et dématérialisé. Nous voulons aussi un répertoire de tous les chauffeurs professionnels, c'est-à-dire ceux qui vivent de travail de conduite », a expliqué le Directeur général de la Société IG-Est-Global Africa. Le ministre des Transports, est persuadé que cette initiative permettra au gouvernement de créer une base des données des opérateurs du secteur.

Ituri : les milices FPIC et FRPI décident de s'unir pour la paix. Ils ont décidé de se mettre autour de la table afin de résoudre pacifiquement les différends qui les opposent depuis plus d'un mois. Pour le FRPI, « cette mesure de cohabitation pacifique doit être prise par tous les miliciens FRPI afin de rassurer la protection des civils à Bira et Ngiti dans les entités sous contrôle de la milice FPIC ». C'est aussi le souhait manifesté par le colonel autoproclamé de la milice FPIC. L'administrateur du territoire d'Irumu, a appelé ces deux groupes armés à initier des séances de sensibilisation dans leurs entités respectives pour rassurer la population de leur engagement.

Le Congolais Jean-Claude Katende élu vice-président de la FIDH. Son élection a eu lieu au cours d'un congrès tenu à Paris (France). Jean-Claude Katende a placé son mandat sous le signe de la lutte pour la promotion et la défense des droits humains à travers le monde avec un accent particulier pour la RDC. Il est le 3^{ème} Congolais à accéder à ce poste, après Dismas Kitenge du groupe Lotus et Paul Nsapu de la Ligue des électeurs. Il est avocat au barreau près la Cour d'Appel de Lubumbashi (Haut-Katanga).

Goma : poursuite du procès de pasteur Jean Omari et ses co-accusés dans l'affaire de kidnapping d'enfants. Cette audience a été essentiellement consacrée à l'audition des renseignants dont le maire adjoint de la ville de Goma et les officiers de la police judiciaire(OPJ) qui ont instruit l'affaire en instance pré-juridictionnelle. Lors de l'instruction pré-juridictionnelle, les co-accusés du pasteur Omari n'ont pas eu le même langage. Ils se dédisent sur les questions de fond qui leurs sont posées par les juges.

Kwango: la société civile satisfait de l'assistance du gouvernement aux déplacés de Kwamouth. Le président du cadre de concertation provinciale de la société civile du Kwango, souligne que plus de 1500 personnes ont déjà bénéficié de cette aide humanitaire sur deux différents sites.

Matadi : formation des motocyclistes en prélude d'une course à moto. La formation a été assurée par le commandant de la police de circulation du territoire de Madimba. Les motards formés recevront leur brevet. Mais avant, ils vont passer un test d'aptitude physique à faire la course à moto. Si cette première édition atteint les objectifs qui sont, la réduction de cas d'accidents impliquant les taxis motos et la promotion de l'entrepreneuriat auprès des motocyclistes, I&F entrepreneuriat indique qu'elle va étendre cette activité dans d'autres coins de la province du Kongo-Central.

Kinshasa : l'ancien DG de la SNEL placé sous mandat d'arrêt provisoire, à la prison centrale de Makala. Il y a rejoint cinq autres membres de l'ancien comité de gestion de la SNEL dont le directeur financier, celui de transport en charge de la facturation, le directeur des marchés, le chef de la cellule de passation des marchés au cabinet du Directeur général et le responsable de la Task force. Ils sont poursuivis pour détournement présumé des fonds commis à cette entreprise et pour violation de procédure dans la passation des marchés de gré à gré.

Sud-Kivu : l'ONAPAC plaide pour la valorisation de la profession des caféiculteurs. Le directeur de l'Office national des produits agricoles du Congo a lancé cet appel à l'occasion de la célébration de la journée internationale du café, célébrée le 27 octobre de chaque année. Pour 2022, le thème retenu est « Amélioration des conditions de vie de petits producteurs du café et du cacao en milieu rural. » La célébration de cette journée est une occasion pour les caféiculteurs d'échanger sur l'avenir, les défis afin de trouver des solutions pour qu'il y ait des améliorations chaque année dans le secteur du café. En effet, les caféiculteurs de la région du Kivu font face à plusieurs défis notamment le manque d'accompagnement de la part de l'Etat, fait savoir une productrice de café et responsable de Rebuild Women Hope, une organisation féminine regroupant 3000 productrices du café. Elle affirme que les producteurs relèvent beaucoup de défis en partant de la culture jusqu'à l'exportation du Café : « j'accompagne les femmes caféicultrices, du champ jusqu'à l'exportation du café. L'exportation c'est commercialisation du café. Ce n'est pas facile, il y a plusieurs challenges : du point de vue tracasseries, non accompagnement du gouvernement, fraude, il y a beaucoup de choses qui se passent... ».

Beni : échanges sur le rôle des Nations unies et de la Monusco dans la protection des civils. Journalistes, étudiants et de nombreux jeunes venus de différentes structures ont échangé ce 27 octobre à Beni avec des représentants de différentes composantes de la Monusco et toutes les autorités de la ville, sur le rôle des Nations

unies et la contribution de sa mission en RDC dans la protection des civils au Nord-Kivu. Ces échanges se sont tenus en marge de la Journée des Nations unies célébrée normalement le 24 octobre de chaque année.

Nord-Kivu : trafic suspendu sur l'axe Goma-Rutshuru à la suite des combats entre Fardc et M23. De violents combats se poursuivent depuis très tôt ce vendredi entre les Forces armées de la RDC et le M23 sur plusieurs fronts dans le territoire de Rutshuru. Une barrière a été érigée par les rebelles du M23 à Kako, empêchant ainsi le passage des véhicules sur cet axe. Les Fardc maintiennent le contrôle de Rubare jusqu'à Rutshuru centre pour empêcher toute avancée des rebelles du M23. Les rebelles du M23 sont à Kalengera-Kako et Biruma. Du côté de Busanza, le M23 occupe déjà Kitagoma et Karambi, et oblige la population à rentrer dans leurs maisons. D'intenses combats sont signalés sur l'axe Ntamugenga, Biruma, Kabaya et Kazuba notamment, dans le groupement Kisigari.

L'OMS préoccupée par les attaques contre le système de santé en temps des conflits armés. Des attaques, physiques ou verbales, sont dirigées contre le personnel de santé et les infrastructures médicales. Ces attaques provoquent la destruction de ces infrastructures et obligent même le personnel soignant à quitter leurs postes de travail. A la suite de cette inquiétude, l'Organisation mondiale de la Santé forme les acteurs de la santé et ses partenaires, pour documenter tous les cas d'attaques contre le système de santé lors des conflits armés. Ce monitoring des attaques contre le système de santé vise à des données probantes afin de mener des plaidoyers sur cette problématique. La formation a été assurée par une délégation de l'OMS venue de Genève, (Suisse).

Lualaba: la société civile de Fungurume réclame justice après le meurtre de deux jeunes. Au cours d'une dispute entre des membres de la Jeunesse de l'UNAFEC et un soldat de la garde républicaine, dimanche 23 octobre, ce dernier a tiré à bout portant sur l'un des jeunes, qui est mort sur place. Le lendemain, un deuxième a été fauché par balle, au cours d'une manifestation organisée par certains jeunes de Fungurume pour dénoncer le meurtre de leur camarade. Le tireur serait aussi un élément de la garde républicaine.

Sud-Kivu: 10 responsables d'écoles suspendus pour perception des frais illégaux. Ils sont soupçonnés d'avoir perçu des frais illégaux, alors que leurs écoles sont prises en charge par l'Etat dans le cadre de la gratuité de l'enseignement. Leur forfait a été mis à nu à l'issue d'une enquête effectuée pour identifier les antivaleurs dans les écoles publiques. Après deux ans de sensibilisation, « l'EPST passe à la vitesse supérieure ».

Kindu : la population réclame la tenue de l'élection de gouverneur. Ce processus électoral a été récemment suspendu par le Conseil d'Etat. Les manifestants ont remis leur mémorandum au bureau de l'assemblée provinciale. Dans leur mémorandum, ils disent « non à la gestion de la province par un gouverneur intérimaire ».

Mbuji-Mayi : après la 8e édition de Makutano, les participants partagés sur les retombées de ce forum économique. Avant le forum Makutano, une autre initiative sur les opportunités économiques qu'offrent la région du Grand Kasai avait eu lieu sous l'égide de la banque Equity. Depuis lors, les populations n'ont pas encore vu revenir les investisseurs. Ce qui pousse un participant au Makutano à être pessimiste quant au résultat concret de cette nouvelle rencontre d'affaires. En revanche, d'autres personnes sont convaincues qu'il ne manquera pas des retombées positives du Makutano dans le Grand Kasai.

Dieudonné Kamulete : « La prise en compte des conditions sociales des magistrats est le seul moyen d'avoir une meilleure justice en RDC ». A la veille de l'entame du débat général sur le projet du budget pour 2023 à la représentation nationale, le président de la Cour constitutionnelle est venu plaider pour un meilleur traitement des magistrats dans le budget 2023. « Quoi de plus normal que le président du Conseil national de la magistrature puisse passer pour rappeler ce qui a été dit avant, sur l'attention particulière qui doit être accordée au secteur de la justice parce que si réellement nous voulons que notre justice puisse être bien ancrée, il faudrait que les conditions sociales des magistrats soient prises en compte... » a expliqué Dieudonné Kamulete.

Butembo : recrudescence des incursions domiciliaires, deux personnes blessées. Plusieurs cas d'incursions domiciliaires ont été enregistrés, dans la nuit du 27 octobre, dans trois des quatre communes de Butembo (Nord-Kivu). La population a passé la nuit à la belle étoile pour éviter la traque des bandits qui ont cambriolé les biens d'une dizaine de ménages.

Kwilu : trafic suspendu sur la route Kikwit-Gungu-Kahemba. Elle est cependant coupée au niveau de la rivière Mundundu, après une inondation occasionnée par une forte pluie qui s'est abattue pendant environ 9 h de temps. Plus de 15 véhicules sont bloqués de part et d'autre, alerte la société civile de Gungu.

Mise en place d'un groupe consultatif de femmes pour la réforme de la sécurité. La coordonnatrice de l'ONGD Congo autrement, explique le sens de leur démarche : « Nous avons pu mettre en place un groupe consultatif afin de mener de plaidoyers auprès des instances compétentes. Nous sommes des valeurs ajoutées pour la réforme de la sécurité dans notre pays ». Les participants ont identifié les obstacles qui bloquent la prise en compte du genre dans la réforme du secteur de sécurité en RDC.

Nord-Kivu : après des années d'insécurité, la population conseillée de consulter les psychologues. La Faculté de psychologie de l'Université de Goma (UNIGOM) a conseillé la population du Nord-Kivu à recourir aux consultations psychologiques. Elle a prodigué ces conseils lors d'une conférence-débat qu'elle a organisée sur la prise en charge des troubles post-traumatiques. Selon l'un des organisateurs de cette conférence, l'insomnie qui touche de nombreux habitants de Goma est un indice de l'état de la santé mentale de la population de cette ville. La Faculté de psychologie de l'Université de Goma va larguer, cette année académique, plus de 40 psychologues qui se disent déterminés à apporter leur soutien à la population nécessiteuse du Nord-Kivu.

Beni : faute de sécurité, les écoles primaires de Ruwenzori délocalisées à Bulongo. Une quinzaine d'écoles primaires du secteur de Ruwenzori, territoire de Beni sont, depuis quelques mois, délocalisées dans la commune de Bulongo, où il y a plus de sécurité. Cette délocalisation a malheureusement fait chuter les effectifs d'élèves. Le bourgmestre de la commune de Bulongo assure en outre que les efforts sont fournis pour le rétablissement de la situation sécuritaire dans les milieux d'origine des dites écoles.

Kisangani : lancement de la campagne d'éducation civique et électorale en faveur des sourds. A travers cette activité, cette structure se propose d'aider cette catégorie sociale à participer au processus électoral en cours au pays. « La semaine prochaine, nous allons organiser une session d'informations sur le projet qui va nous permettre d'identifier 25 sourds qui seront formés sur l'éducation civique et électorale. L'objectif, c'est d'arriver à mettre en place un noyau de formateurs. Des personnes qui vont à leur tour répercuter ce message-là auprès des autres sourds... ». Au cours de cette campagne, l'AJDDH prévoit également identifier les sourds.

Samedi 29 octobre.

Début du débat général sur le projet du budget 2023 à l'Assemblée nationale. Cela après que le Premier ministre a présenté l'économie de ce projet du budget 2023, estimé à plus de 14 milliards USD, soit un taux d'accroissement de 32,7% par rapport au budget 2022. Le chef du gouvernement a assuré qu'à travers ce budget, le gouvernement entend améliorer les conditions de vies de la population : « Il était question que le budget soit significativement axé sur l'accroissement des dépenses d'investissement dans les secteurs sociaux de base notamment la santé, l'éducation et le développement rural ainsi dans les secteurs des infrastructures d'intégration nationale avec comme finalité l'amélioration sensible des conditions des vies de la population ». Il a affirmé avoir levé des options pour la réduction de train de vie des institutions et la nécessité de poursuivre les efforts d'élargissement de l'espace budgétaire.

Le Conseil de sécurité de l'ONU inquiet face à la résurgence du M23 et à l'augmentation des activités des groupes armés dans l'Est de la RDC. Pour les participants à cette réunion, la résurgence du M23 et l'augmentation des activités des groupes armés dans l'Est de la RDC menacent d'inverser les progrès de l'instauration de la confiance dans la région des Grands Lacs, d'aggraver la sécurité et la stabilité dans la région et exacerbant la situation humanitaire actuelle. Ils ont réitéré leur ferme condamnation de tous les groupes armés nationaux et étrangers opérant dans le pays, appelant également à intensifier les efforts pour désamorcer les tensions et à s'abstenir de déclarations incendiaires. Par ailleurs, ils ont salué les efforts politiques et diplomatiques déployés par les chefs d'État de la Communauté de l'Afrique de l'Est (EAC) et le Président de l'Angola pour rétablir la confiance, résoudre les différends par le dialogue et trouver une paix et une sécurité durables, et continuer à utiliser les organisations et mécanismes sous régionaux existants.

Crise RDC-Rwanda : Franck Diongo présente un plan de sortie. Ce plan s'articule sur quatre volets : politique, judiciaire, diplomatique et sécuritaire. Politique : nécessité d'une mobilisation tous azimuts de la population congolaise en lui livrant la vraie information afin qu'elle se dresse pour barrer la route à cette balkanisation. « Sur le plan diplomatique, il n'y a qu'une seule solution, à l'Etat congolais de solliciter et obtenir l'implication directe et sincère des Etats unis d'Amérique ». D'autre part, sur le plan militaire, Kinshasa devrait réhabiliter, refonder, restructurer et nettoyer l'armée congolaise. Il a enfin demandé, sur le plan judiciaire, que l'Etat Congolais obtienne une résolution du conseil de sécurité des Nations unies pour la création d'un tribunal pénal international sur la RDC qui doit juger les crimes commis depuis 1994 jusqu'à ce jour.

Walikale : plus de 250 familles desservies en énergie électrique d'ici fin novembre, grâce au projet d'électrification d'une centrale solaire de la société Nduma Kasha, une entreprise privée de droit congolais. Environ 45 KW seront produits pour alimenter plus de 250 familles dans la cité de Walikale. C'est une grande première pour ce territoire qui demeure le plus vaste de la province du Nord-Kivu et qui n'a jamais été électrifiée depuis son existence. Bien que privé, ce projet est une réponse à l'appel du chef de l'Etat sur le développement de 145 territoires, affirme l'un des propriétaires de l'entreprise Nduma Kasha. L'objectif final de ce projet, est de construire en plus de la centrale solaire, une centrale hydroélectrique afin de produire plus ou moins 1 mégawatt.

Kindu : 1 000 femmes ciblées pour un dépistage gratuite des cancers gynécologiques. L'association des femmes médecins œuvrant au Maniema (AFEMOMA) organise, depuis vendredi 28 octobre, sa troisième campagne de sensibilisation et dépistage des cancers gynécologiques avec l'appui des fonds des Nations-Unies pour la population (UNFPA) dans deux zones de santé de Kindu. Cette campagne qui cible mille femmes ira jusqu'au 6 novembre. Elle va se dérouler dans les zones de santé d'Alunguli et de Kailo.

Affrontements Fardc-M23 à Rutshuru : les rebelles aux portes de Kiwanja. Ces combats qui se déroulent à proximité de la RN 2 ont coupé, depuis vendredi, le trafic routier Goma-Rutshuru. Depuis 8 h des tirs nourris ont été entendus dans les environs de Nyongera, à 2 km de Kiwanja et autour du chef-lieu du territoire de Rutshuru. L'intensité des combats a diminué d'un cran autour de 9 h. Ce ne sont plus que des tirs sporadiques. **Les communes rurales de Kiwanja et Rutshuru passent aux mains du M23.** La rébellion du M23 a pris, dans la matinée ce samedi 29 octobre, le contrôle des communes rurales de Kiwanja et Rutshuru sans forte résistance de l'armée congolaise. Les Fardc, qui étaient déployés dans la zone, se sont repliés vers le nord. Pendant ce temps, sur le front sud, des tirs d'artillerie sont entendus du côté de Kibumba, dans le territoire de Nyiragongo. Selon des sources locales, des rassemblements populaires ont été tenus, dans la matinée, par des cadres de cette rébellion à Rutshuru-Centre et à Kiwanja, appelant la population locale à revenir et vaquer librement à leurs occupations. Dans la foulée, les rebelles, qui ont étendu leur contrôle sur au moins six des sept groupements de la chefferie de Bwisha, auraient nommé un autre chef à la tête de cette chefferie. Par ailleurs, sur le front Sud, plusieurs sources concordantes informent que l'armée congolaise poursuit une forte offensive au niveau de Kibumba pour empêcher la progression des rebelles qui sont à Rugari. **Combats Fardc-M23 : 4 casques bleus de la Monusco blessés.** Deux casques bleus ont été blessés par un tir de mortier et deux autres par des armes légères lors des attaques perpétrés ce 29 octobre par les rebelles du M23 à Kiwanja, dans le territoire de Rutshuru. La mission onusienne appelle le M23 à cesser immédiatement toute belligérance. Elle avertit qu'elle se tient prête à riposter vigoureusement en cas d'une nouvelle agression sur ses bases. **Nord-Kivu : suspension des émissions des radios de Kiwanja et Rutshuru.** Les radios émettent à Kiwanja et Rutshuru ont coupé leurs signaux après l'entrée des troupes des rebelles du M23. Craignant pour leur sécurité, la plupart des journalistes se sont réfugiés à la base de la Monusco à Kiwanja ; tandis que les autres ont quitté la ville pour se mettre à l'abri en attendant la normalisation de la situation. **Combats Fardc-M23: la société civile Nord-Kivu appelle à l'implication de la communauté internationale,** pour contraindre le Rwanda et l'Ouganda au retrait immédiat de leurs troupes du territoire de Rutshuru. Elle réagissait ainsi à l'occupation, par la rébellion du M23 soutenu, selon elle, par le Rwanda et l'Ouganda, de plusieurs entités de ce territoire. Le président de la société civile, dénonce aussi une présence de certains officiers de l'armée congolaise dans les rangs du M23. Il a par ailleurs appelé à des manifestations pacifiques pour exiger la mobilisation de la communauté internationale contre cette guerre.

Beni : l'armée et la société civile se lancent dans la lutte contre les fausses informations sur les réseaux sociaux. Cette campagne intervient après que plusieurs incidents sécuritaires et altercations ont été enregistrés entre les jeunes et les services de sécurité. Ce sont des messages lancés par des inconnus dans les réseaux sociaux appelant les jeunes au soulèvement contre les forces de l'ordre et même les autorités de l'Etat de siège dans les villes de Butembo, Beni et même dans le territoire de Lubero, qui ont été à la base de ces incidents. La société civile, à travers cette campagne, sensibilise les jeunes à ne pas se fier aux informations circulant sur les réseaux sociaux mais plutôt à se rallier aux efforts du processus de paix. Le même appel est aussi lancé par les autorités de l'état de siège qui exhortent également les jeunes à s'approprier les opérations militaires dans cette partie de la province qui reste encore menacée par l'activisme des groupes armés.

Ituri : la Monusco annonce la reprise de ses vols nocturnes pour des exercices militaires. Il s'agit d'une activité de routine qui permet aux pilotes, nouvellement déployés, de se familiariser avec la zone en vue d'être prêts pour des appuis aux Fardc engagées aux combats où pour évacuer des blessés au front. Ces exercices vont se dérouler dans des zones ciblées selon les besoins. L'annonce au public de la reprise de ces exercices de vol nocturne vise à prévenir la désinformation à laquelle se livrent certaines personnes pour ternir l'image de la Monusco.

Goma : amélioration des conditions alimentaires et sanitaires à la prison de Munzenze. Les conditions alimentaires, hygiéniques et sanitaires des prisonniers s'améliorent progressivement grâce à l'appui de l'ONG Médecins Sans Frontières-Hollande. Le responsable du centre médical de la prison Munzenze de Goma avertit que l'assistance de cette ONG humanitaire n'est pas inscrite dans la durée. Pour lui, le gouvernement doit continuer à subventionner la prison comme à l'accoutumée.

Tshopo : un nouveau gouvernement provincial avec 3 femmes. Environ cinq mois après son entrée en fonction, la Gouverneure de province de Tshopo, a publié, dans la soirée du 28 octobre, son gouvernement provincial. Celui-ci est composé de dix ministres dont trois femmes. Trois portefeuilles dirigées par des femmes est une première dans l'histoire des différents gouvernements provinciaux qui se sont succédé dans cette entité.

Haut-Lomami : des champs dévastés par des éléphants en divagation à Bukama. Les chefferies les plus touchées sont Kapamayi et Kinkondja et une partie du secteur de Lualaba. « Il y a de centaines d'hectares des champs de maïs, manioc, palmeraies qui ont été totalement détruits depuis le mois de juillet jusqu'à présent. Alors, nous demandons au pouvoir central, en collaboration avec l'ICCN, que des mesures appropriées soient prises pour les trois entités qui sont en dehors du parc ». L'administrateur du territoire assistant annonce que la situation alimentaire dans le territoire de Butumba, situé totalement dans la zone intégrale du parc est très alarmante.

Dimanche 30 octobre.

Le Conseil supérieur de la défense décide de l'expulsion de l'ambassadeur rwandais en réponse à l'appui de son pays au M23. Cette décision fait suite à l'appui avéré du Rwanda aux terroristes du M23 en vue d'une offensive générale contre les positions des FARDC, ayant abouti notamment à la prise des quelques localités du territoire de Rutshuru par le M23, rapporte un communiqué du porte-parole du Gouvernement. Le Conseil supérieur de la défense se base sur différents rapports recueillis sur terrain dont celui du centre conjoint des opérations équipé des drones de surveillance qui révèlent « qu'il a été observé, ces derniers jours, une arrivée massive des éléments de l'armée rwandaise pour appuyer les terroristes du M23 en vue d'une offensive générale contre les positions des FARDC ». Cette haute instance de la défense nationale enjoint également le Gouvernement « de prendre de nouvelles mesures supplémentaires de restriction d'accès au territoire congolais à l'encontre du Rwanda. Et, d'accroître la force de frappe des forces de défense et de sécurité ».

La Cour constitutionnelle s'engage à promouvoir et protéger les droits de l'homme. « La Cour est donc l'arbitre du jeu politique en RDC pour la stabilité sociale et ses arrêts s'imposent à tous ». Le constitutionnalisme repose sur 3 piliers à savoir : l'encadrement judiciaire du pouvoir par la loi fondamentale, le contrôle de ce pouvoir par la justice constitutionnelle et la division horizontale et verticale de ce pouvoir. Pour éviter que la Constitution ne soit violée par les organes de l'État, le président de la Cour constitutionnelle, les constituants de 2006 ont prévu des mécanismes de contrôle, assortis de sanction pouvant aller jusqu'à l'annulation de l'acte qualifié de non conforme à la Constitution.

Enrôlement : la Ceni appelée à faciliter l'accès des personnes vivant avec handicap aux sites. La présidente de l'ONG « Rien Sans les Femmes » a fait cette recommandation lors de l'atelier organisé par la centrale électorale à Kinshasa : « Déjà je me réjouis de fait que les personnes vivant avec handicap sont intégrées dans ce cadre de concertation genre qui rend également en compte l'inclusivité. Il y a des difficultés par rapport aux différents sites qui pourront être choisis pour l'enrôlement et les élections des personnes vivant avec handicap » Pour sa part, le Directeur des opérations électorales à la Ceni, affirme que ce processus électoral prend en compte les Personnes vivant avec Handicap. Cet atelier a également voulu contribuer à l'accroissement du taux de participation des femmes, des peuples autochtones, ainsi que des jeunes au processus électoral, notamment dans les opérations sur la révision du fichier électoral.

Kwilu : plus de 100 agents du SECOPE réclament leur réactivation du fichier de paie. Dans un mémorandum adressé au ministre de l'EPST, ils indiquent ne pas toucher leurs salaires depuis déjà 15 mois à la suite de cette situation. « Depuis le mois de juillet 2021 jusqu'à ces-jours, nous sommes désactivés du fichier paie. Nous demandons à son excellence Monsieur le ministre de l'EPST de nous remettre dans nos droits sans condition »

Développement de 145 territoires : perception illicite des frais de « soutien » à ce projet dans des écoles de Kindu. Selon le délégué de ce syndicat de l'EPST « ce Monsieur (un certain Mwenda Shabani) passerait dans des écoles pour demander auprès des préfets, des chefs d'établissements, une somme de 20 000 Fs, soit 10 USD, sous prétexte des frais d'appui au projet de développement de 145 Territoires. C'est qui est inadmissible ».

Combats Fardc-M23 : le groupement Rugari vidé de la majorité de ses habitants. Selon les sources sur place, ces accrochages se concentrent particulièrement dans la localité de Kigarama, où des tirs sont entendus aux environs de la paroisse catholique de Rugari. D'autres parts, l'armée congolaise continue de pilonner les positions des rebelles à Ngugo et Nyesisi, dans le groupement Kisigari, indiquent des sources concordantes. Après le repli de l'armée loyaliste vers Kahunga et Mabenge, un calme précaire règne dans le milieu. Toutefois, ces sources parlent des scènes de pillage des biens par certains bandits locaux et d'au moins deux morts parmi les civils. **Le M23 annonce l'ouverture de la frontière de Bunagana.** Les cadres de ce mouvement rebelle disent avoir levé cette option pour permettre la relance des trafics commerciaux dans cette contrée. Les cadres administratifs de Rutshuru estiment que l'ouverture du poste de Bunagana aurait un manque à gagner, estimé à des millions de dollars et profiterait au financement de la rébellion du M23. Tombée entre les mains du M13, la cité de Kiwanja constitue le principal centre commercial du territoire de Rutshuru, où les commerçants ont installé des magasins. **Combats Fardc-M23 : situation humanitaire préoccupante pour des milliers de civils à Rutshuru,** où des milliers de personnes se déplacent fuyant les affrontements. Il est urgent de donner une réponse humanitaire aux besoins que présentent ces personnes en détresse, a déclaré le coordonnateur résident et coordonnateur humanitaire en RDC qui indique que depuis la reprise des combats il y a quelques jours, environ cinq mille personnes ont fui leurs villages. Il assure que les partenaires humanitaires travaillent en appui aux autorités nationales et provinciales, pour « prévoir des sites temporaires pour les déplacés » et d'assurer des conditions minimales dans ces sites. **Le Rwanda « note avec regret » l'expulsion de son ambassadeur par la RDC.** « Il est regrettable que le gouvernement de RDC continue de faire porter au Rwanda la responsabilité de ses propres échecs de gouvernance et de sécurité », ont affirmé les autorités rwandaises dans un communiqué le 30 octobre. Les forces de sécurité rwandaises à la frontière avec la RDC sont désormais placées en état d'alerte, selon le communiqué, et continuent de surveiller l'escalade congolaise.

Kinshasa : 8 morts dans la bousculade enregistrée lors du concert de Fally Ipupa, au stade des Martyrs de Kinshasa. « C'est la bousculade qui est à la base de ces décès. Les mélomanes étaient étouffés », a précisé un officier de la police présent au stade. A la fin de ce spectacle, des bandits communément appelés Kuluna ont créé la panique, provoquant les mouvements de foule, ajoute l'Agence congolaise de presse dans sa dépêche.

Mai-Ndombe : réouverture de la route Masiambio-Kwamouth, après les opérations des Fardc. « Sur place pour le moment, la situation est calme par rapport il y a deux mois. Nous avons rouvert l'axe sur la RN 17, maintenant les véhicules peuvent passer comme vous le constater, nous avons ouvert aussi l'itinéraire Kwamouth ». Un officier des Fardc a promis d'ouvrir, dans les jours à venir, le tronçon de Kwamouth jusqu'au fleuve Congo.

Bukavu : construction d'une usine de production de bioéthanol pour autonomiser plus de 300 femmes vulnérables. Une usine de production de bioéthanol pour désinfectant à base de la canne à sucre est en construction, depuis quelques semaines, à Bukavu (Sud-Kivu). Le représentant de cette structure à ce projet, a expliqué que certaines de ces femmes travailleront dans cette usine et d'autres se chargeront de l'approvisionnement en cannes à sucre. Ce projet va améliorer les conditions de vie de familles de Bukavu à travers ces femmes. Parmi les femmes bénéficiaires de ce projet, il y a des victimes des violences sexuelles, des déplacées, des réfugiées ainsi que celles des communautés d'accueil.

Goma : manifestations des jeunes après l'annonce de l'expulsion de l'ambassadeur du Rwanda. Les manifestants ont brûlé le drapeau du Rwanda, à la grande barrière. Ces dizaines des jeunes manifestants portaient des calicots sur lesquels on pouvait lire: « Respecter l'intégrité de la RDC », « Peuple congolais disons non à l'agression de notre territoire par le Rwanda », « Nous condamnons le silence de la communauté internationale face à l'agression de la RDC ». Les manifestants ont dit réagir ainsi à la décision, prise le par le Conseil supérieur de la défense, d'expulser l'ambassadeur du Rwanda en RDC, à la suite du soutien de son pays aux M23.

Lundi 31 octobre.

Combats Fardc-M23: la Monusco réaffirme son appui à l'armée congolaise. Il a d'abord évoqué "un appui direct aux Fardc, pour tenir des positions défensives, fournir des feux ripostes aux agressions ; ensuite en patrouillant le long de la RN 2 principalement afin de rétablir la circulation pour des besoins humanitaires depuis Goma jusqu'à Rutshuru mais aussi en accueillant les populations civiles vulnérables pour assurer leur protection au sein et aux abords des bases de la Monusco". Le dernier axe consiste à assurer un soutien et un traitement médical aux blessés jusqu'à l'évacuation.

Examen du budget 2023: le Premier ministre attendu mardi à l'Assemblée nationale. Dans la présentation de l'économie de ce texte, le Premier ministre a souligné que le budget 2023 est élaboré dans un contexte de crise sécuritaire dans l'Est de la RDC et à Kwamouth (Mai-Ndombe), de la grogne sociale avec multiples grèves, mais aussi de la crise alimentaire occasionnée par le caractère dépendant de notre système alimentaire. Les 14 milliards d'USD de ce budget, sous examen, devraient donc être affectés prioritairement aux secteurs de la défenses et sécurité, des infrastructures et du social pour répondre efficacement à tous ces problèmes que connaît la République, estiment les députés. Sur les 14 milliards USD, le Gouvernement affecte plus de 33 % aux dépenses des administrations publiques, 22 % aux affaires économiques, 18 % à l'enseignement et 10, % à la santé.

Goma: la marche pacifique de la société civile dégénère à Katindo. Cette manifestation a pour but « d'exiger de la communauté internationale qu'elle condamne fermement l'agression de la RDC par le Rwanda sous label du M23 ». Des cas de dérapages ont été observés au niveau de Afya Bora à dans le quartier Katindo. Des badauds munis des pierres et des bâtons s'en prenaient aux motards et leurs clients. D'autres scènes de violences, ont été signalées au niveau du croisement appelé « entrée Président » où un groupe des jeunes ont barricadé la route tout en s'en prenant aux passants qui ne prenaient pas part à la marche. Entre temps, le responsable de la coordination urbaine de la société civile sensibilisait ces jeunes en colère sur le caractère pacifique de cette manifestation. **Des manifestants tentent de forcer le passage aux frontières avec le Rwanda.** La manifestation, qui se voulait pacifique, a totalement dégénéré en fin de matinée lorsque des manifestants venue des quartiers Majengo, Buhene, Katindo, Mapendo, Mikenso, des Volcans et Bujovu, se sont massés au niveau du rondpoint-birere avant de s'ébranler vers la petite barrière, à la frontière avec le Rwanda. Là, ils ont été bloqués par un important dispositif de la police. Une autre foule compacte de manifestants munis de bâtons, de croix et couverts des branches d'arbres, ont pris d'assaut l'artère principale communément appelé « Kanyamuhanga » pour déboucher vers la grande barrière où ils se sont aussi heurtés à la résistance de la police qui a fait usage de gaz lacrymogènes.

Les professeurs des universités et instituts supérieurs suspendent leur grève, décrétée depuis le 22 septembre.

Cette suspension de la grève est intervenue après la réunion d'évaluation conjointe du niveau d'exécution des engagements qu'avait pris le gouvernement vis-à-vis des revendications des professeurs. A l'issue de cette réunion entre le banc syndical académique et la partie gouvernementale, il a été constaté que le Gouvernement va amorcer dès la prochaine quinzaine (mi- novembre), la reprise de la livraison des véhicules aux professeurs ; il commence le processus de mise à disposition des universités et instituts supérieurs des enveloppes des indemnités de recherche vue de leurs allocations aux bénéficiaires sur la rubrique fonctionnement. Enfin, le Gouvernement s'engage à communiquer dans le courant du mois de novembre, le calendrier réaménagé de distribution des véhicules en tenant compte des perturbations observées.

Nord-Kivu : des tirs nourris entendus entre Kahunga et Mabenga. Les habitants sur place parlent d'un affrontement entre les rebelles du M23 et les Fardc. Pendant ce temps, sur le front sud, un calme précaire est signalé dans le groupement de Rugari, environ 40 km de Goma. C'est après des violents combats, toute la journée de dimanche, entre les deux forces dans cette zone.

Mambasa: plus de 1000 élèves se retrouvent sans école après un incendie. Le bâtiment en planches de l'école complexe scolaire Mwangaza ya Mambasa a été calciné avec tout ce qu'il contenait, dimanche 30 octobre, au centre commercial de Nia-Nia à Mambasa, environ 300 km de Bunia (Ituri). Cet incendie criminel a aussi réduit en cendres plus de vingt maisons d'habitation. Des témoins affirment que l'auteur de cet incendie est un jeune du milieu. Ce dernier a déposé une bouteille remplie d'essence au bureau de l'école construite en planche et y a mis du feu. L'auteur de ce drame est porté disparu et le mobile de son action n'est pas connu.

Kongolo: les jeunes accusent les ONG humanitaires de ne pas employer la main d'œuvre locale. A cet effet, le conseil territorial de la jeunesse de Kongolo a adressé le 29 octobre, un mémorandum au responsable du bureau de coordination des affaires humanitaires (OCHA), au Tanganyika. Ainsi, il exige des ONG œuvrant dans le territoire de Kongolo de recruter localement au lieu de favoriser la main-d'œuvre venue d'ailleurs. Il souligne que le recrutement local va permettre la pérennisation des actions et des activités menées dans leur contrée par les organisations nationales et internationales de développement.

Beni : près de 4 000 ménages des déplacés assistés par le PAM, dans le secteur de Beni-Mbau. Cette assistance était composée de la farine du maïs, de l'huile végétale et de haricots. Ces déplacés sont venus de différentes localités de la province de l'Ituri, mais aussi du territoire de Beni au Nord-Kivu.

Nord-Kivu : le gouverneur militaire appelle la population à la vigilance tous azimuts. "Au regard de la situation sécuritaire actuelle très préoccupante, le gouverneur militaire demande à la population de rester soudée derrière les forces de défense et de sécurité; d'éviter des conflits intercommunautaires inutiles. En plus il invite la société civile et mouvements citoyens à s'abstenir d'organiser des manifestations populaires susceptibles de favoriser l'infiltration de l'ennemi".

Nord-Ubangi : tension entre le collectif des enseignants et le comité de gestion de l'ISP/Molegbe. Le collectif a écrit au ministre de l'ESU en vue de dénoncer la mauvaise gouvernance, dont l'insertion des vingt-cinq agents fictifs sur les listes de paie et plusieurs autres détournements de fonds. Conséquence : le président et le secrétaire du collectif des enseignants ont été suspendus par la directrice générale de l'ISP/Molegbe. Une délégation du gouvernement provincial, dépêchée pour s'enquérir de la situation, a rencontré une fin de non-recevoir.

Kasaï-Oriental : le ministre provincial des mines révoqué. Cette situation laisse place aux supputations. Certains observateurs lient cette décision au fait qu'Edouard Mukendi a autorisé, sans qualité, la sortie de la province de près de 15 tonnes de cuivre pour la vente à Lubumbashi, selon un document qui circule depuis la semaine dernière sur les réseaux sociaux dont le ministre révoqué serait signataire. D'autres, par contre, parlent de manque de loyauté envers son chef direct, le gouverneur de province.

Guy Lumumba appelle à la rupture de tous les accords signés avec le Rwanda. « Je soutiens le président de la République, Félix Antoine Tshilombo, dans sa décision d'expulser l'ambassadeur rwandais de notre territoire. Je souhaite que tous les accords signés avec le Rwanda pays agresseur, soient rompus et la frontière fermée. Pas des marchandises, pas de personnes qui passeraient de deux côtés". Par cette même occasion, le fils cadet de l'ex premier ministre congolais, fustige l'attitude des Américains et leurs alliés dans leur politique de deux poids deux mesures d'octroyer de l'aide militaire à d'autres pays et non à la RDC agressée.

Kinshasa : le parti APCN appelle la jeunesse congolaise à s'enrôler massivement dans l'armée. Le président du parti politique Alliance pour un Congo nouveau, affirme que son appel vise à soutenir l'action des Fardc, engagées aux fronts contre les groupes armés tant nationaux qu'étrangers. Il a aussi appelé à une participation massive des jeunes et des femmes au processus électoral pour avoir plus de représentants de ces deux catégories dans la classe politique congolaise.

Combats Fardc-M23 : de nouvelles vagues de déplacés signalées à Rutshuru. Depuis l'occupation de Rutshuru-Centre et Kiwanja par le M23, la situation humanitaire s'est considérablement dégradée. Plus de vingt mille personnes, qui étaient jusque-là enregistrées dans les camps de déplacés de Rwassa 1 et 2 à Nyongera, près de Kiwanja, sous la gestion du HCR, se sont dispersés de nouveau. A celles-là, s'ajoutent les déplacés qui étaient hébergés dans des écoles, églises et autres édifices public. Selon des sources locales, les familles déplacées ont également fui le milieu pour se diriger vers d'autres axes. Même les agents des ONG internationales et locales, qui suivaient la situation humanitaire, ont quitté Kiwanja peu avant l'occupation. Toutes ces personnes sont concentrées dans le territoire de Nyiragongo dans les groupements Munigi, Kibati et Buvira.

Kinshasa : plus de 500 personnes recouvrent la vue après des soins ophtalmologiques gratuits. Plus de six mille personnes ont été consultées par des spécialistes en ophtalmologie lors de la « 8ème campagne d'ophtalmologie gratuite : soins et opération de cataracte », qui s'est clôturée le 30 octobre à Kinshasa. Parmi elles, figurent plus de cinq cents souffrants de cataracte, qui ont pu recouvrer la vue après des interventions chirurgicales.

Kindu : lancement des travaux de réhabilitation des routes à Alunguli. Ces projets concernent les travaux des routes d'extrême urgence, dont les axes Kindu-Kasongo, Kasongo-Wamaza, Wamaza-Salamabila-Penemende, Kindu- Kalima- Lubile et la construction du pont Mulowe, à la limite avec la province de Lomami. Ces travaux seront exécutés par l'Office des routes sur financement de Fonds national d'entretien routier (FONER). Le gouverneur intérimaire du Maniema a aussi invité la population à la vigilance et exercer le contrôle citoyen pour éviter les vols des carburants et autres lubrifiants.

Le Pape reçoit le nouvel ambassadeur de la RDC près le Saint-Siège. Le Pape François a reçu le 31 octobre au Vatican les lettres de créance de Déogratias Ndagano Mangokube, nouvel ambassadeur de la RDC près le Saint-Siège.

